Rapport
de l'ITCEQ

ITCEQ

République Tunisienne
Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Appui à l'Investissement
Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives

Positionnement compétitif de l'économie tunisienne

Sonia MAHFOUDH
Direction Centrale de la Compétitivité

Juin 2020

www.itceq.tn

Le présent document est la propriété de l'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Études Quantitatives (ITCEQ). Toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, de la présente publication, faite sans l'autorisation écrite de l'ITCEQ, est considérée comme illicite et constitue une contrefaçon.

Les résultats, interprétations et conclusions émis dans cette publication sont ceux de(s) auteur(s) et ne devraient pas être attribués à l'ITCEQ, à sa Direction ou aux autorités de tutelle.

Ce rapport est réalisé dans le cadre des travaux annuels de l'ITCEQ au sein de la Direction Centrale de la Compétitivité sous la supervision de Mme Yousr ZRIBI et Affet BEN ARFA.

SOMMAIRE

Liste des tableaux **4**
Liste des graphiques **4**
Liste des abréviations **5**
Synthèse **6**
Introduction **8**
Section 1 : Indicateur synthétique de Compétitivité globale **9**
Section 2 : Compétitivité courante **13**
I. Compétitivité externe **17**
II. Stabilité du cadre macroéconomique **20**
III. Système bancaire et marché boursier **23**
IV. Croissance et dynamisme économique **25**
V. Compétitivité interne **28**
VI. Intégration et attractivité territoriale **30**
Section 3 : Compétitivité potentielle **33**
I. Infrastructure technologique et usage des TIC **36**
II. Ressources humaines **38**
III. Innovation et économie de la connaissance **41**
Conclusion **44**
Références Bibliographiques **49**
Sources Statistiques **49**

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Classement de la Tunisie en termes de « Compétitivité globale »
Tableau 2: Classement de la Tunisie en termes de « Compétitivité courante »
Tableau 3: Principaux résultats liés au facteur « Compétitivité externe »
Tableau 4: Principaux résultats liés au facteur «Stabilité du cadre macroéconomique »
Tableau 5: Principaux résultats liés au facteur « Système bancaire et marché boursier»
Tableau 6: Principaux résultats liés au facteur «Croissance et dynamisme économique »
Tableau 7: Principaux résultats liés au facteur « Compétitivité interne »
Tableau 8: Principaux résultats liés au facteur « Intégration et attractivité territoriale»
Tableau 9: Classement de la Tunisie en termes de « Compétitivité potentielle »
Tableau 10: Principaux résultats liés au facteur «Infrastructures technologiques et usage des TIC»
Tableau 11: Principaux résultats liés au facteur «Ressources humaines»
Tableau 12 : Principaux résultats liés au facteur «Innovation et économie de la connaissance»
Tableau 13: Classements redressés pour les cinq indicateurs synthétiques de compétitivité (HT, IT, WEF, DB et ITCEQ)
Tableau 14: Principales faiblesses caractérisant l'économie tunisienne

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Indicateur synthétique de la « Compétitivité globale »
Graphique 2: Position de la Tunisie en termes de compétitivité globale
Graphique 3: Indicateur synthétique de la « Compétitivité courante »
Graphique 4: Position de la Tunisie en termes de compétitivité courante
Graphique 5: Ecart de performance en termes de compétitivité externe
Graphique 6 : Position de la Tunisie en termes de compétitivité externe
Graphique 7: Ecart de performance en termes de stabilité du cadre macroéconomique
Graphique 8: Position de la Tunisie en termes de stabilité du cadre macroéconomique
Graphique 9: Ecart de performance en termes de système bancaire et marché boursier
Graphique 10: Position de la Tunisie en termes de système bancaire et marché boursier
Graphique 11: Ecart de performance en termes de croissance et dynamisme économique
Graphique 12: Position de la Tunisie en termes de croissance et dynamisme économique
Graphique 13: Ecart de performance en termes de compétitivité interne
Graphique 14: Position de la Tunisie en termes de compétitivité interne
Graphique 15: Ecart de performance en termes d'intégration et d'attractivité territoriale
Graphique 16: Position de la Tunisie en termes d'intégration et d'attractivité territoriale
Graphique 17: Indicateur synthétique de la « Compétitivité potentielle »
Graphique 18: Position de la Tunisie en termes de compétitivité potentielle
Graphique 19: Ecart de performance en termes d'infrastructure technologique et usage des TIC
Graphique 20: Position de la Tunisie en termes d'infrastructure technologique et usage des TIC
Graphique 21: Ecart de performance en termes de ressources humaines
Graphique 22: Position de la Tunisie en termes de ressources humaines
Graphique 23: Ecart de performance en termes d'innovation et économie de la connaissance
Graphique 24: Position de la Tunisie en termes d'innovation et économie de la connaissance

LISTE DES ABREVIATIONS

APBT	Association Professionnelle Tunisienne des Banques et Etablissements Financiers
BCT	Banque Centrale de Tunisie
BM	Banque Mondiale
BVMT	Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis
CDC	Caisse des Dépôts et Consignation
COFACE	Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur
DB	Doing Business
FMI	Fonds Monétaire International
HF	Heritage Foundation
ICOR	Incremental Capital Output Ratio
IDE	Investissement Direct Etranger
IT	Inertnational Tranparency
MES	Ministère de l'Enseignement Supérieur
MF	Ministère des Finances
MTCEN	Ministère des Technologies de la Communication et de l'Economie Numérique
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economique
PECO(s)	les Pays de l'Europe Centrale et Orientale
PGF	Productivité Globale des Facteurs
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petites Moyennes Entreprises
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PPA	Parité de Pouvoir d'Achat
PPP	Partenariat Public-Privé
R&D	Recherche et développement
RNB	Revenu National Brut
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
UE	Union Européenne
UIT	Union Internationale des Télécommunications
UNCTAD	United Nations Conference Trade And Development
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
WDI	World Development Indicators
WEF	World Economic Forum
WER	World Economic Report

Synthèse

Pour apprécier le positionnement compétitif de l'économie tunisienne, l'ITCEQ a adopté la méthode de « scoring » qui consiste à classer la Tunisie par rapport à un échantillon de pays concurrents en fonction des performances qu'ils ont réalisées au niveau d'une soixantaine d'indicateurs regroupés en neuf facteurs. Ces facteurs sont à leur tour regroupés en deux piliers à savoir la compétitivité courante et la compétitivité potentielle. En effet, si la première synthétise l'effet d'un ensemble de facteurs portant sur les performances réalisées par une nation aussi bien sur le plan global que sur les plans externe et interne, la compétitivité potentielle permet d'apprécier le potentiel de croissance qu'englobent certains facteurs dont la productivité est différée et l'entrée en production aurait lieu à terme. Finalement, une appréciation du positionnement compétitif dans sa dimension globale est effectuée moyennant l'élaboration d'un indicateur synthétique global sur la base des résultats enregistrés au niveau des deux notions de compétitivité sus mentionnées.

A cet égard, les résultats dégagés montrent qu'en 2017 la Tunisie est toujours en retard par rapport à la majorité des pays de l'échantillon en occupant le 23ème rang en termes de compétitivité globale. Plus précisément, le classement de la Tunisie aurait été nettement meilleur n'eut été les contres performances enregistrées en termes de compétitivité courante (26ème rang).

Une analyse plus approfondie permet d'identifier les facteurs qui ont affiché des signes de morosités et qui sont à l'origine de ces classements relativement modestes. Il s'agit essentiellement :

- de la concentration des produits exportés sur un nombre réduit de marché en plus de la lourdeur des procédures douanières se traduisant par des pertes de parts de marché sur l'UE;
- des déséquilibres macroéconomiques à travers l'aggravation des déficits courant et budgétaire en plus de la contraction du taux d'épargne, de la baisse des réserves en devises et de la hausse de l'inflation;
- du manque de profondeur du système financier avec un niveau de prêts non productifs relativement élevé, bien qu'il soit en baisse ;

- de la faiblesse de la croissance et du dynamisme économique suite notamment au fléchissement de nombreux secteurs productifs et au ralentissement de l'effort d'investissement ;
- de la capacité limitée du pays à améliorer le niveau de vie de sa population comme en témoigne le niveau structurellement faible de l'indicateur de rattrapage et ce, en plus de l'augmentation sensible de la pression fiscale ;
- du manque d'attractivité des IDE conjugué à un cadre réglementaire relativement rigide et une situation politique encore fragile et ce, en plus d'un climat d'affaires peu propice;
- du faible développement de l'infrastructure technologique et l'usage des TIC(s)
- des pertes de potentialités en termes de ressources humaines comme en témoignent le fléchissement du nombre de diplômés du supérieur et le niveau relativement élevé du taux d'abondant précoce de l'école
- des capacités encore limitées en matière d'innovation et de l'économie de la connaissance comme l'attestent la faiblesse des dépenses en R&D qui restent prédominées par celle du secteur public ainsi que le nombre réduit des demandes de brevets.

Introduction

En dépit d'une légère reprise de la croissance, l'année 2017 a connu la poursuite de la dégradation de la plupart des indicateurs macroéconomiques de la Tunisie. Cette reprise reste, en fait, insuffisante pour générer des revenus supplémentaires ou pour absorber le niveau élevé du taux de chômage, en particulier des jeunes diplômés. Une croissance anémique, tirée principalement par les secteurs de services et de l'agriculture et contrecarrée par les performances fragiles de l'industrie[1], ne peut en aucun cas faire face aux enjeux de la concurrence internationale et du développement durable. De plus, la faiblesse structurelle de l'investissement constitue un handicap majeur pour la croissance de long terme du pays et ce, malgré les réformes mises en œuvre pour améliorer le climat des affaires en Tunisie. Par ailleurs, la forte augmentation des dépenses publiques, surtout en termes de salaires, et le retard dans la mise en œuvre de réformes et dans l'application des lois ont pour effet de maintenir les déficits budgétaires et courants à des niveaux élevés. A cela s'ajoute le niveau limité des IDE et la forte érosion des réserves en devises qui ont contraint les autorités à recourir à l'emprunt extérieur et à solliciter des appuis budgétaires auprès des bailleurs internationaux.

C'est ainsi que la Tunisie n'a pas pu améliorer son classement en 2017 et figure parmi le groupe de pays les moins compétitifs tels qu'il ressort des résultats du rapport de l'ITCEQ (23ème rang) ainsi que de ceux des rapports de Benchmarking internationaux sur la compétitivité à l'instar de WEF (25ème rang), de HF (22ème rang) et de DB(19ème rang)[2].

Partant, le présent rapport s'inscrit dans le cadre de la poursuite des travaux sur le positionnement compétitif de l'économie tunisienne. Il se donne l'objectif d'apprécier les résultats enregistrés par la Tunisie durant l'année 2017 et ce, comparativement à un panel de 27 pays concurrents[3] et par référence à une batterie d'indicateurs regroupés en neuf facteurs reflétant multiples facettes de l'économie.

---

[1] La valeur ajoutée de l'industrie a baissé de 0,6% suite au fléchissement remarquable de l'industrie non manufacturière (notamment les activités d'extraction de pétrole et du gaz naturel) et à la légère progression de l'industrie manufacturière due à la contraction de la valeur ajoutée des industries chimiques et des IMCCV.

[2] Il s'agit d'un reclassement effectué par l'équipe de l'ITCEQ (voir page 44)

[3] Il s'agit des concurrents sur le marché de l'UE et dont le choix s'est basé sur l'intensité de concurrence et sur l'indice de similarité.

Une telle analyse permet de donner un éclairage sur les points forts et les points faibles caractérisant l'économie tunisienne ainsi que sur les expériences étrangères les plus réussies afin d'en tirer des leçons et d'aider les décideurs à engager les actions les plus appropriées pour améliorer la compétitivité du pays.

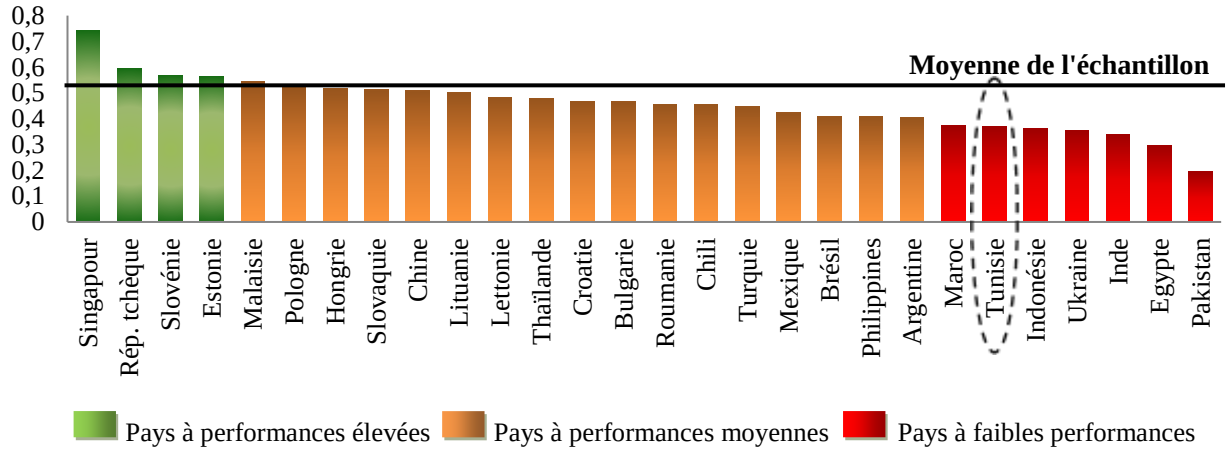
Dans cette perspective, l'on procèdera, dans ce qui suit, à l'appréciation de l'évolution de la compétitivité de l'économie tunisienne dans sa dimension globale dans une première section. Subséquemment, une analyse de chacune des notions de compétitivité courante (section 2) et potentielle (section 3) sera effectuée en mettant l'accent sur le classement de la Tunisie au niveau des différents facteurs y afférents ainsi que sur la base de l'évolution des indicateurs partiels qui en relèvent.

Section 1 : Indicateur synthétique de Compétitivité globale

La Tunisie est structurellement en retard par rapport à la majorité de ses concurrents

En termes de compétitivité globale, la Tunisie occupe le 23ème rang et se situe dans le groupe de pays à faibles performances devancée ainsi par la totalité des PECO et des pays de l'Amérique latine retenus dans l'échantillon. Le Singapour a maintenu sa position de leader dans ce benchmarking suivi par la République tchèque et la Slovénie alors que les dernières positions sont conférées à certain pays de l'Asie (Indonésie (24ème), Inde (26ème) et Pakistan (28ème)) et de l'Afrique (Maroc (22ème) et Egypte (27ème)).

Graphique 1: Indicateur synthétique de « Compétitivité globale »



Source : *Compilations ITCEQ*

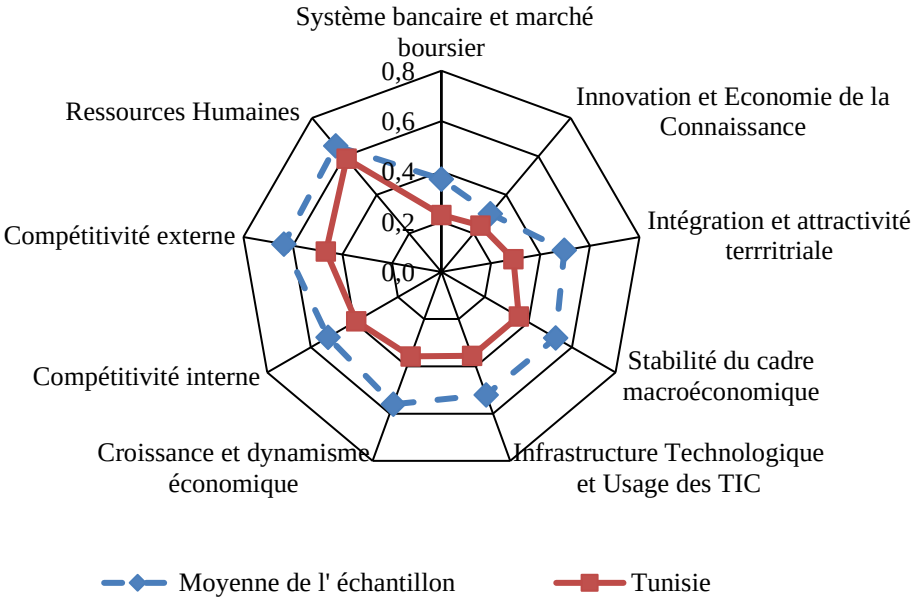
Encadré : Classement des pays selon leurs performances

Les pays sont classés en trois groupes selon leurs degrés de performances et ce, après avoir calculé l'écart de performances (EP) dont la formule est la suivante : $EP = \frac{X_{max} - X_{min}}{3}$ *avec* X_{max} *est la valeur du score le plus élevé et* X_{min} *est la valeur du score le plus faible*

- *un pays i est classé parmi le groupe de pays à performances élevées si son score* $X_i \geq X_E$ *avec* $X_E = X_{max} - EP$
- *un pays i est classé parmi le groupe de pays à performances moyennes si* $X_M \leq X_i < X_E$ *avec* $X_M = X_E - EP$
- *un pays i est classé parmi le groupe de pays à performances inférieures (ou faibles) si* $X_i < X_M$

Cette position relativement retardée de la Tunisie laisse entrevoir l'existence d'une marge de progression assez importante dans plusieurs domaines pour lesquels la Tunisie doit multiplier les efforts afin de rattraper les économies les plus performantes.

Graphique 2: Position de la Tunisie en termes de compétitivité globale



Source : *Compilations ITCEQ*

En effet, les investigations empiriques montrent que les scores de la Tunisie pour tous les facteurs sont en deçà de ceux de la moyenne de l'échantillon. Plus particulièrement, cette position défavorable de la Tunisie est attribuable essentiellement aux:

1. contre-performances au niveau des facteurs «Stabilité du cadre macroéconomique», «Croissance et dynamisme économique», «Intégration et attractivité territoriale» et «Ressources humaines » ;

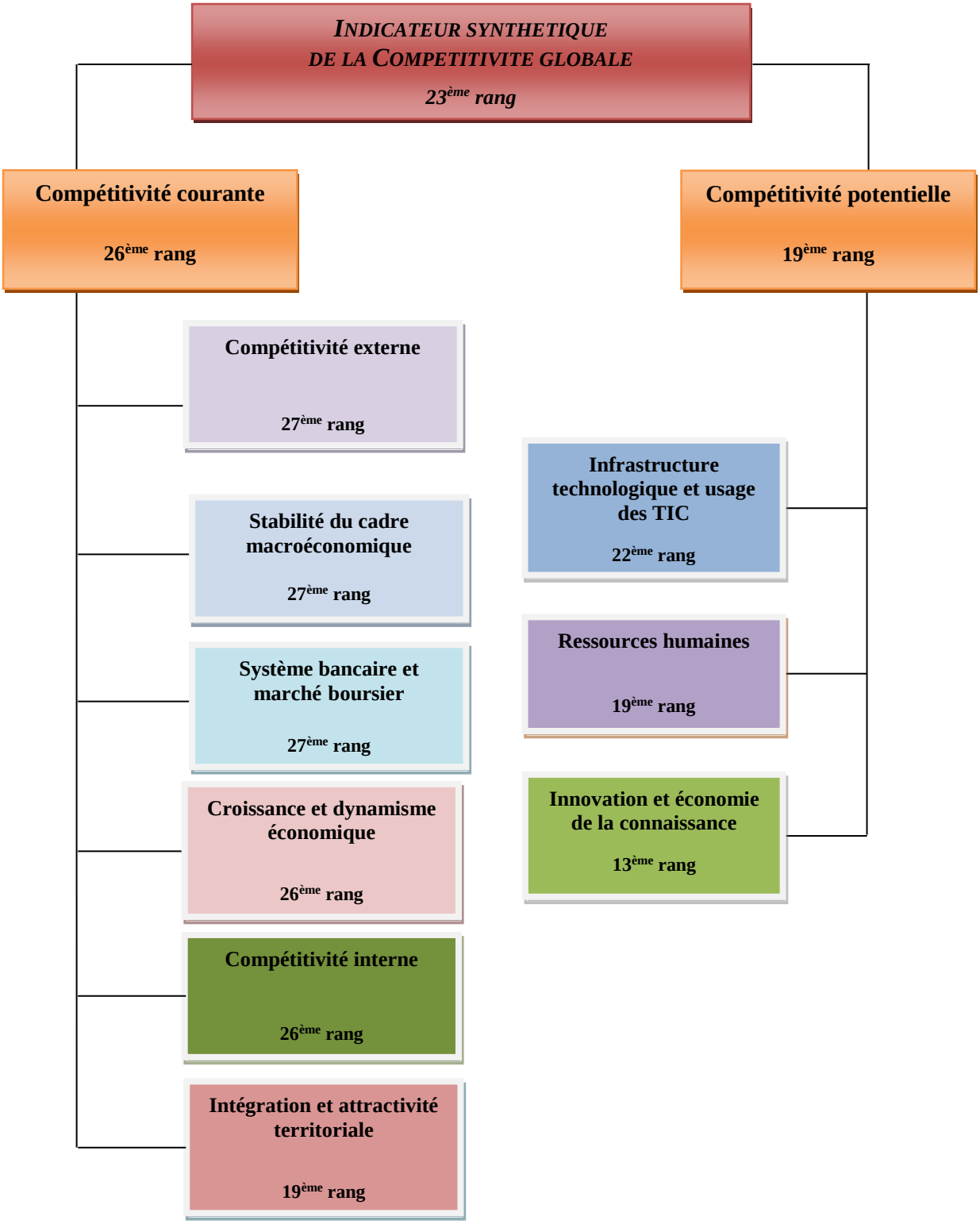
2. faiblesses structurelles qui caractérisent le pays et qui se réfèrent au «Système bancaire et marché boursier», à la « Compétitivité externe», à la « Compétitivité interne » et à l'« Infrastructure technologique et l'usage des TIC(s) » ;

3. performances encore insuffisantes au niveau du facteur «Innovation et économie de la connaissance ».

Partant, cette appréciation globale n'exclue pas la nécessité d'effectuer une analyse plus détaillée de chaque facteur, ne serait-ce des différents indicateurs séparément et ce, dans le temps et par rapport à la moyenne de l'échantillon afin de détecter les forces et les faiblesses de l'économie tunisienne. En effet, l'indice synthétique de compétitivité globale agrège l'ensemble de l'information pour donner une vue synoptique, compacte et instantanée de la

compétitivité du pays et ne permet pas d'apprécier de manière approfondie les performances ou les contre performances d'un pays d'autant plus que son classement dépend également des résultats enregistrés par les autres pays. Autrement dit, une amélioration du classement d'un pays peut être induite par une détérioration des résultats des autres pays. C'est pourquoi on envisage d'approfondir l'analyse au niveau de chaque facteur par des informations relatives aux différents indicateurs de base y afférents.

Tableau 1: Classement de la Tunisie en termes de « Compétitivité globale »



Encadré : Approche méthodologique

L'approche préconisée dans l'appréciation du positionnement compétitif de l'économie tunisienne s'appuie sur la méthode de « scoring » qui consiste à classer les pays en fonction des résultats qu'ils ont réalisés au niveau d'un large éventail d'indicateurs (62 indicateurs) majoritairement quantitatifs regroupés en neuf facteurs.

Choix des pays de l'échantillon :

*L'échantillon retenu dans l'analyse couvre 27 pays concurrents dont le choix a été effectué sur la base de **l'intensité de concurrence** traduisant la pression concurrentielle(*) qu'exercent les différents pays sur les exportations tunisiennes sur le marché de l'UE. Ce choix se base, en outre, sur **l'indice de similarité** qui renseigne sur le degré de similarité entre les exportations tunisiennes et celles des autres pays sur ce marché, ce qui permet de mieux cibler les véritables pays concurrents de la Tunisie. Par ailleurs, la part de marché externe de ces pays sur l'UE est assez importante pour atteindre 77,5% en 2016.*

Normalisation des données :

L'exploitation du système d'indicateurs utilisé en vue d'établir le classement des pays de l'échantillon nécessite la conversion de ces indicateurs en données pouvant être regroupées et comparées. Toutes les données ont été ainsi normalisées de façon à résoudre le problème d'unités de mesures différentes.

*Ainsi et en ce qui concerne les indicateurs **favorisant l'évolution de la compétitivité**, la normalisation s'est effectuée selon la méthode suivante :*

$$I_i = (X_i - X_{min}) / (X_{max} - X_{min})$$

avec : X_i: la valeur de l'indicateur pour le pays i

X_{min} : la valeur minimale de l'indicateur

X_{max} : la valeur maximale de l'indicateur

*Quant aux variables qui **nuisent à l'évolution de la compétitivité**, la normalisation s'est faite comme suit : $I_i = (X_{max} - X_i) / (X_{max} - X_{min})$.*

*Cette normalisation des données permet l'élaboration d'un indice qui **varie entre 0 et 1.** Une valeur de l'indice qui tend vers 1 signifie que le pays est compétitif pour l'indicateur en question.*

Classement des pays :

Le classement des pays a été effectué sur plusieurs étapes. Il a été établi, dans un premier temps, en fonction des indices calculés au niveau des différents indicateurs. Il a été procédé, dans un deuxième temps, au calcul d'un indice synthétique par facteur sur la base d'une moyenne équipondérée des indicateurs normalisés y afférents. Par la suite, le classement des pays pour chacune des notions de compétitivité courante et de compétitivité potentielle a été établi en procédant à la moyenne des indices synthétiques des facteurs qui en relèvent en leur affectant la même pondération. Ces moyennes permettent finalement le calcul d'un indice synthétique susceptible d'apprécier le positionnement compétitif des différents pays dans sa dimension globale.

Il importe de mentionner que des différences dans le classement attribué aux pays peuvent apparaître d'un rapport à l'autre pour une même année. Ceci revient principalement:

- *à la révision des indicateurs mis à l'étude dont le nombre peut varier d'une année à l'autre. Cette révision s'avère nécessaire dans la mesure où elle permet d'enrichir l'analyse moyennant l'ajout de nouveaux indicateurs, le remplacement de certains indicateurs par d'autres de meilleure qualité statistique, etc. ;*
- *à la mise à jour des données qui concerne non seulement la dernière année mais toute la série temporelle retenue ;*
- *aux données manquantes qui ont un effet non négligeable sur les résultats et surtout sur le calcul des indicateurs synthétiques.*

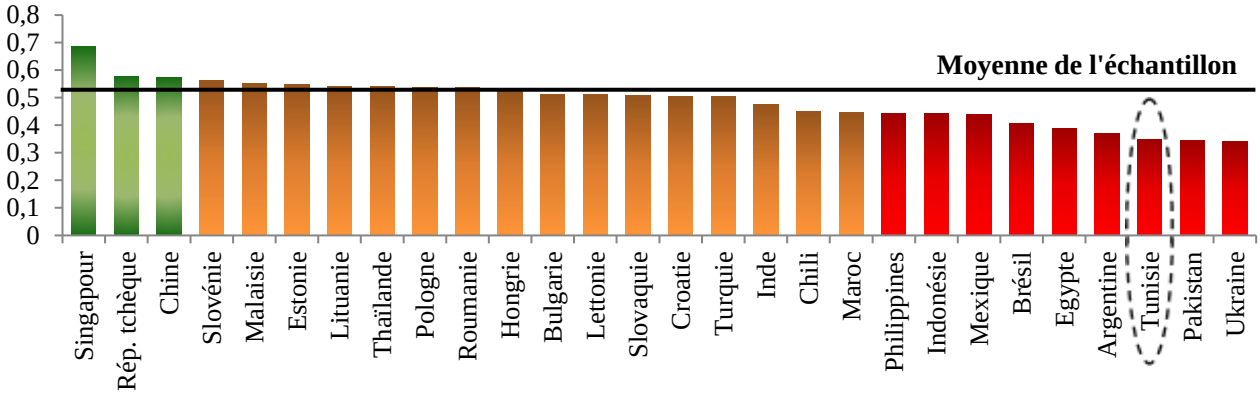
(*) Elle est saisie comme étant la part de marché que détient un pays sur un marché partenaire pondérée par la part des exportations tunisiennes sur ce marché. Une valeur élevée de cet indicateur signifie que le pays constitue un concurrent potentiel à la Tunisie.

Section 2 : Compétitivité courante

La Tunisie n'a pas encore remonté la pente …

Les investigations empiriques révèlent que la Tunisie continue à occuper une position tardive en 2017 en termes de compétitivité courante (26ème rang). Cette moindre performance est attribuable essentiellement au déclin caractérisant les résultats enregistrés par la Tunisie au niveau de la majorité des facteurs et aux avancées de certains concurrents en l'occurrence la Lituanie (8ème rang contre 13ème en 2016) et la Hongrie (11ème rang contre 15ème en 2016) qui n'ont fait qu'affaiblir les chances de la Tunisie pour améliorer son classement.

Graphique 3: Indicateur synthétique de « Compétitivité courante »

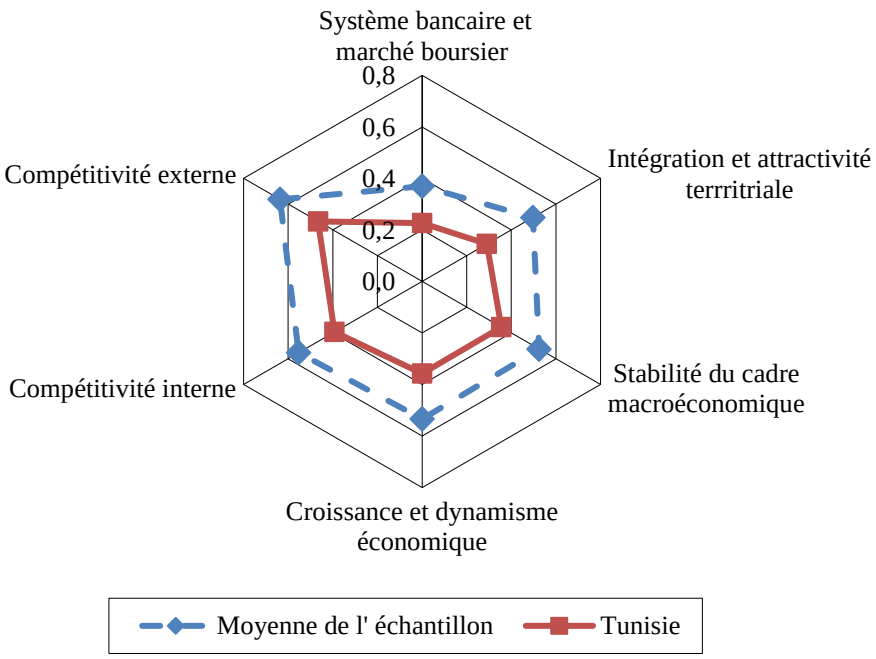


Source : *Compilations ITCEQ*

Suite à une forte perte de parts de marché externe conjuguée à une situation macroéconomique fragile…

Comparativement à la moyenne de l'échantillon, la position de la Tunisie en 2017 s'avère défavorable notamment en ce qui concerne la stabilité du cadre macroéconomique en plus des faiblesses structurelles qui marquent la compétitivité externe, le système bancaire et marché boursier ainsi que la compétitivité interne.

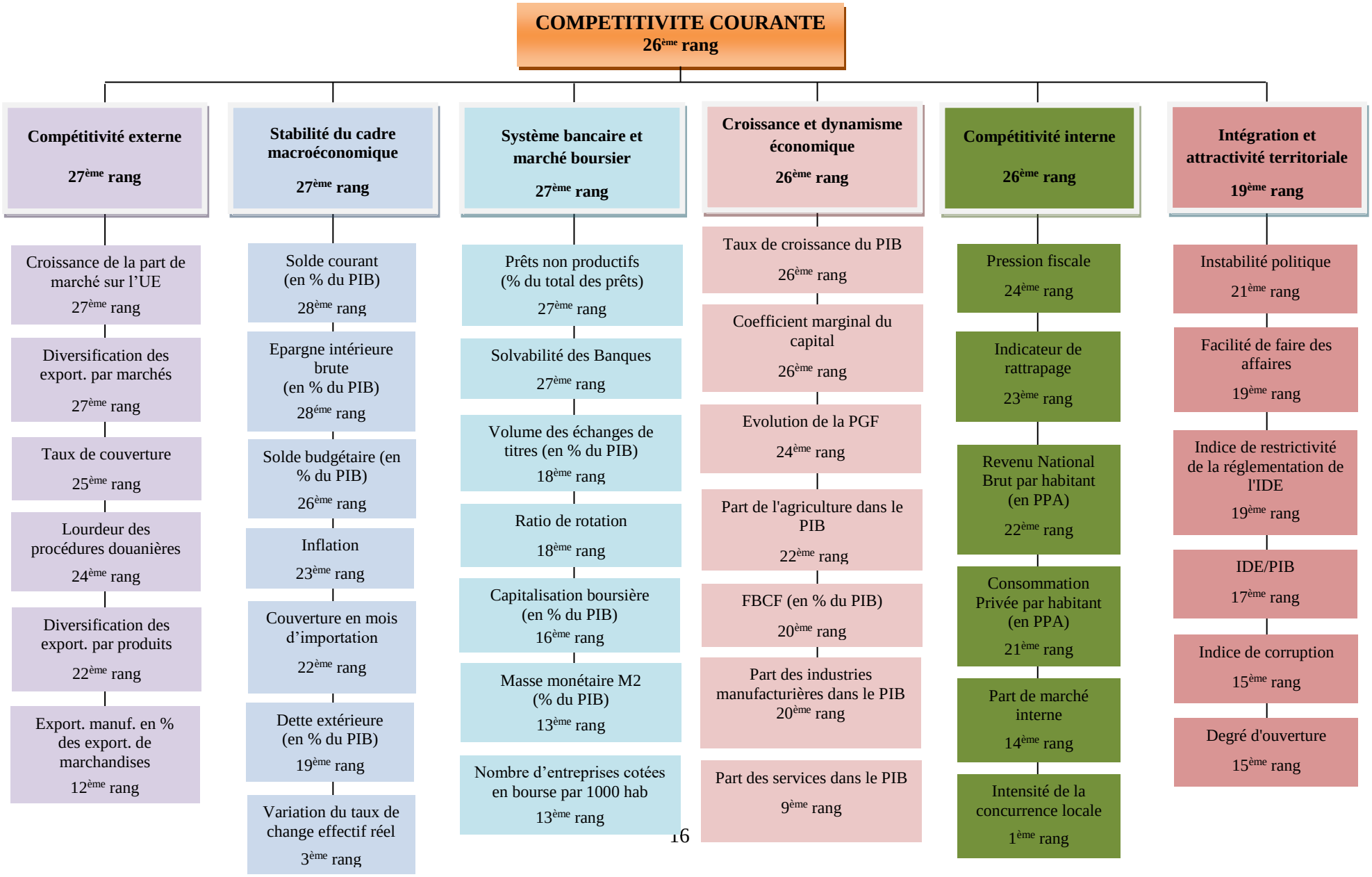
Graphique 4: Position de la Tunisie en termes de compétitivité courante



Source : *Compilations ITCEQ*

Ainsi, l'on présente dans ce qui suit l'examen du positionnement compétitif de l'économie tunisienne en termes de compétitivité courante au niveau de chaque facteur et indicateur partiel y afférent.

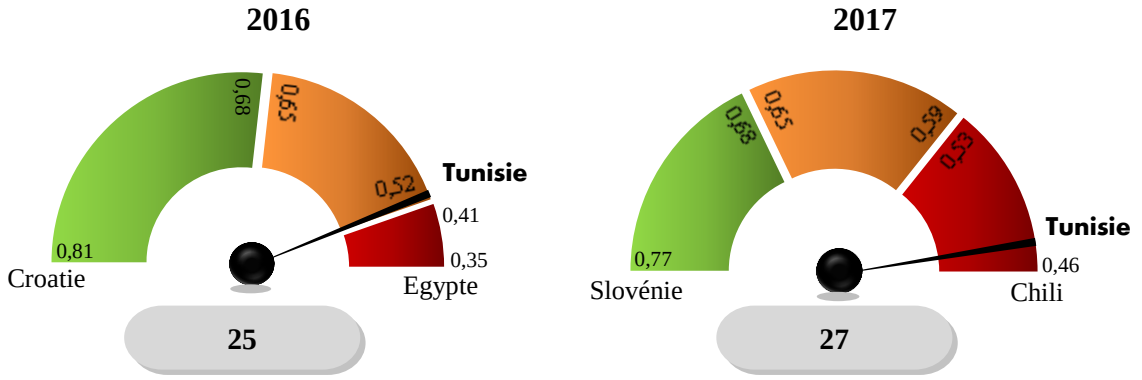
Tableau 2 : Classement de la Tunisie en termes de « Compétitivité courante »



I. Compétitivité externe

L'analyse empirique effectuée met en évidence le retard enregistré par l'économie tunisienne en termes de compétitivité externe durant les dernières années d'étude pour se situer au 27ème rang en 2017 (contre 25ème en 2016). Les premières positions sont attribuées à la Slovénie, la Hongrie et la Pologne alors que le Chili se trouve au dernier rang.

Graphique 13: Ecart de performance en termes de compétitivité externe

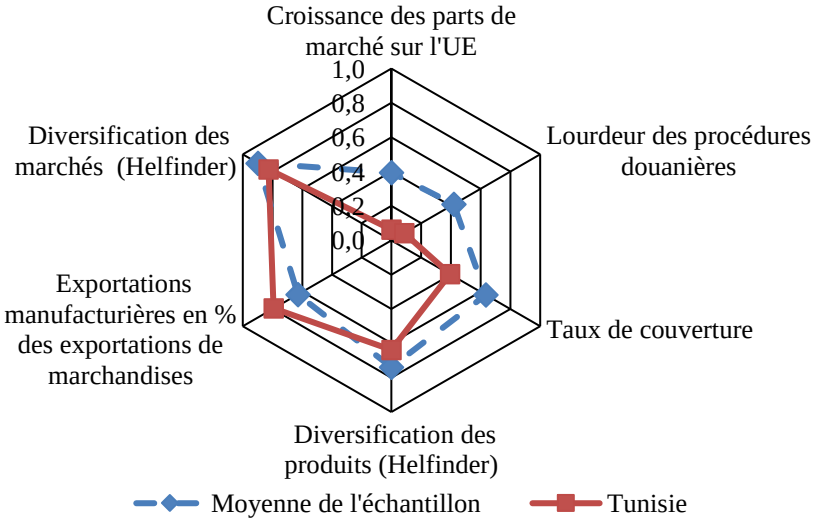


N.B : *En 2017, le groupe de pays à performances élevées s'est rétréci tandis que celui des pays à performances faibles s'est élargi. Ainsi et avec la baisse de son score, la Tunisie se classe parmi le groupe de pays à performances faibles alors qu'elle s'est située en borne inférieure du groupe de pays à performances moyennes en 2016.*

Source : *Compilations ITCEQ*

L'on dénote qu'au niveau de ce facteur quelques pays ont enregistré un changement sensible dans leur classement entre 2016 et 2017. En effet, la Lituanie, la Malaisie et l'Ukraine ont gagné 8 et 6 positions respectivement pour occuper le 7ème, le 11ème et le 14ème rang respectivement en 2017. A contrario, la Croatie, classée 1ère en 2016, se trouve, en 2017, à la 8ème position ainsi que la Turquie, qui a perdu 6 positions et se situe au 19ème rang en 2017.

Graphique 6:Position de la Tunisie en termes de compétitivité externe



Source : *Compilations ITCEQ*

Comme l'illustre le graphique ci-dessus, l'analyse par indicateur permet de déduire que le retard qu'a accusé la Tunisie en 2017 est perceptible eu égard :

- ***à la poursuite de la baisse de la part de marché sur l'UE*** situant le pays au 27ème rang (contre 22ème en 2016) malgré l'accroissement des exportations de biens et services aussi bien en termes courant que constant au cours de 2016-17 et qui reste, ainsi, insuffisante pour compenser cette baisse de part de marché. Il est à souligner que le classement des pays au niveau de cet indicateur est très variable. En effet, si l'Egypte (2ème rang) et les Philippines (3ème rang) ont gagné 24 positions, la Turquie se trouve classée au 25ème rang en 2017 alors qu'elle occupait le 3ème rang une année auparavant.

Egypte et Philippines : Mise en place de programmes spécifiques avec l'UE

Lancé en 2015 grâce à une subvention de 20 millions d'euros de l'UE, ***le programme de renforcement du commerce et du marché intérieur*** *entendait fournir au Ministère du Commerce et de l'Industrie de l'Egypte un soutien dans la mise en œuvre de réformes politiques visant à favoriser le développement économique et l'intégration du pays dans l'économie mondiale et régionale. En effet, ce programme a pour objectifs i) d'augmenter les avantages de l'Égypte en matière de politique commerciale internationale et d'accords de libéralisation du commerce et ii) de favoriser le développement industriel, en particulier, d'améliorer l'infrastructure requise pour la libéralisation des échanges. Ainsi, une assistance technique a été fournie au Ministère du Commerce et de l'Industrie à travers le lancement d'une série d'activités dirigées par des experts européens et leurs homologues égyptiens avec la participation du secteur privé égyptien pour : i) améliorer les règles et procédures relatives au commerce extérieur et aux agences d'exécution ii) améliorer la capacité du Ministère à négocier des accords commerciaux et à analyser les implications juridiques, environnementales et commerciales des accords internationaux; iii) renforcer les droits de propriété intellectuelle; et 4i) proposer des plans stratégiques conformément au programme du gouvernement en matière de commerce extérieur.*

Quant aux Philippines, le pays a bénéficié depuis janvier 2015 d'un régime spécial d'encouragement au développement durable et à la bonne gouvernance de l'Union européenne (SPG+) accordant un accès sans droit ni quota sur 66% des lignes tarifaires, en échange d'un engagement à ratifier et à mettre en œuvre 27 conventions internationales en matière de droits de l'Homme, de bonne gouvernance et d'environnement.

- ***à la concentration des exportations sur un nombre réduit de marché*** notamment le marché de l'UE procurant à la Tunisie l'avant dernière position. L'on note un maintien de la majorité des classements des différents pays au cours des deux dernières années de l'étude à l'exception de la détérioration du positionnement du Brésil (21ème rang contre 16ème en 2016), de l'Ukraine (5ème rang contre 1ème en 2016) et de la Slovénie (14ème rang contre 10ème en 2016) ;

- ***à la baisse du taux de couverture*** qui se trouve à un niveau très bas ne dépassant pas 77,8% procurant à la Tunisie le 25ème rang. Faut-il nuancer qu'au niveau de cet indicateur le Brésil a décroché 6 positions pour se classer au 8ème rang en 2017 avec un taux de 108,7 % alors que la Croatie s'est repliée au 14ème rang alors qu'elle était 10ème une année auparavant ;
- ***à la lourdeur des procédures douanières***[4] comme l'atteste le score relativement faible attribué à la Tunisie, selon WEF de Davos, en ce qui concerne cet indicateur conférant à la Tunisie le 24ème rang. Seule la Chine a connu une amélioration de son classement en la matière en occupant le 8ème rang (contre 11ème en 2016) contrairement à la Croatie qui a enregistré un recul de 4 positions pour occuper le 15ème rang en 2017.
- ***au manque de diversification des exportations par produit*** conférant à la Tunisie le 22ème rang. L'Estonie semble le pays qui a fait une avancée remarquable en la matière en occupant le 6ème rang (contre 17ème en 2016) alors que l'Indonésie a enregistré un recul de 5 positions se situant de la sorte au 14ème rang.

Tableau 3 : Principaux résultats liés au facteur « Compétitivité externe »

Indicateurs	Tunisie			Maroc	Turquie	Premier		Dernier	
	Evolution	Valeur	rang			Pays	Valeur	Pays	Valeur
Croissance des parts de marché sur l'UE	↓	**-6,8**	27	0,8	-3,7	Ukraine	16,4	Argentine	-8,4
Diversification des produits	↓	**7,3**	22	7,1	3,2	Pologne	2,7	Chili	15,5
Diversification des marchés	↑	**13,2**	27	10,4	8,6	Croatie	4,7	Mexique	53,9
Exportations manufacturières (% des exportations de biens)	↑	**90,6**	12	92,1	86,6	Chine	97,5	Egypte	64,3
Taux de couverture	↓	**77,8**	25	79,6	84,6	Thaïlande	125,4	Pakistan	46,9
Lourdeur des procédures douanières	↑	**3,1**	24	4,5	3,9	Singapour	6,3	Argentine	2,8

[4] C'est un indicateur qualitatif apprécié par une échelle d'évaluation de 1 à 7 selon la question suivante : "***Dans votre pays, les procédures douanières (formalités sur l'entrée et la sortie de marchandises) sont : 1= extrêmement lourdes et encombrantes, 7= rapides et efficaces***". Il est à noter que l'équipe de l'ITCEQ a procédé à un reclassement de la Tunisie et des pays concurrents retenus selon le score qui leurs sont attribués.

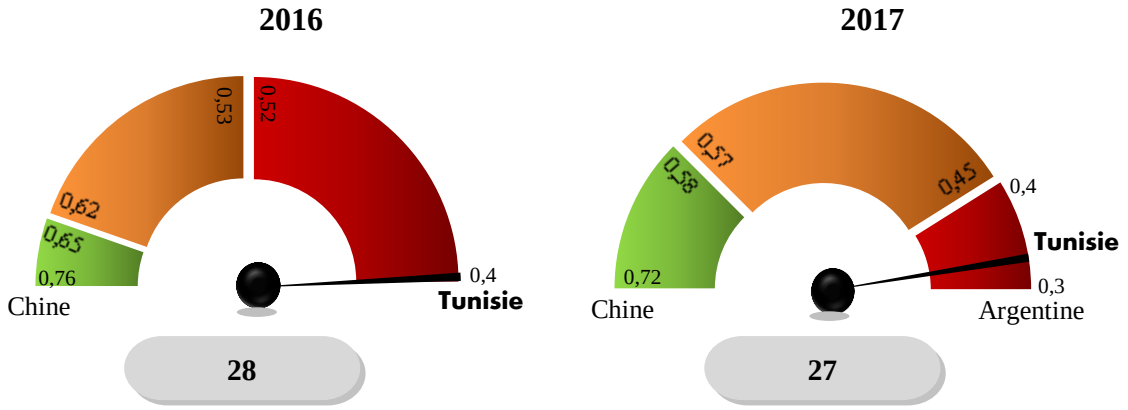
Encadré : Méthode de comparaison

1. *La position de la Tunisie est comparée par rapport à la moyenne de l'échantillon*
   - ***Vert*** *si la performance de la Tunisie est mieux que la moyenne de l'échantillon*
   - ***Oranger*** *si la performance de la Tunisie est égale à la moyenne de l'échantillon*
   - ***Rouge*** *si la performance de la Tunisie est moins que la moyenne de l'échantillon*
2. *Les performances de la Tunisie sont comparées par rapport aux données de l'année antérieure*
   - ↑ *si la performance de la Tunisie s'est améliorée par rapport à la valeur de l'année précédente ; l'indicateur en question est marqué par une flèche ascendante.*
   - → *si la performance de la Tunisie est restée stable par rapport à la valeur de l'année précédente ; l'indicateur en question est marqué par une flèche horizontale.*
   - ↓ *si la performance de la Tunisie s'est détériorée par rapport à la valeur de l'année précédente ; l'indicateur en question est marqué par une flèche descendante.*

II. Stabilité du cadre macroéconomique

Les investigations empiriques effectuées montrent que la Tunisie continue à se situer dans une position retardée en matière de stabilité du cadre macroéconomique pour occuper l'avant dernier rang en 2017.

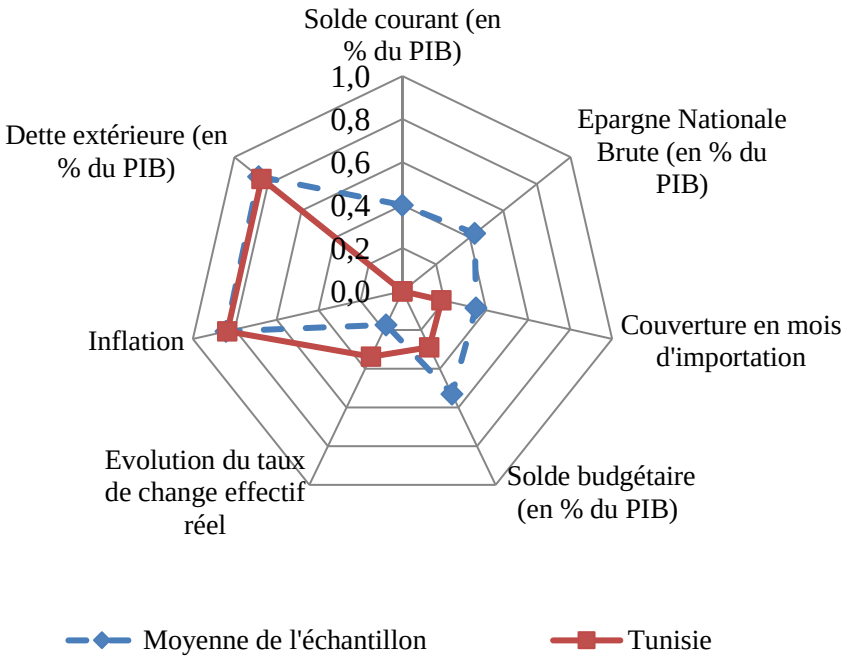
Graphique 7: Ecart de performance en termes de stabilité du cadre macroéconomique



Source : *Compilations ITCEQ*

Il est à signaler qu'en 2017 le classement de certains pays au niveau de ce facteur a été complètement bouleversé. A titre illustratif, le Brésil, l'Inde et la Slovénie ont gagné 8 et 5 positions respectivement pour occuper le 13ème, le 8ème et le 12ème rang respectivement. Le Mexique, quant à lui, a perdu 12 positions en se classant au 18ème rang.

Graphique 8: Position de la Tunisie en termes de stabilité du cadre macroéconomique



Source : *Compilations ITCEQ*

Le graphique ci-dessus montre que ce classement défavorable de la Tunisie s'explique essentiellement par :

- ***l'aggravation du déficit courant*** qui est passé à 10,2% du PIB, soit le niveau le plus élevé au cours de la dernière décennie, procurant à la Tunisie la dernière position. Ce résultat est imputable essentiellement à la poursuite de la détérioration de la balance commerciale qui a dégagé un déficit record en 2017 (élargissement de ce déficit de près de 24% par rapport à 2016). L'on dénote, par ailleurs, que si la Lituanie a enregistré un excédent de son solde courant en 2017 (1% du PIB contre -0,8% en 2016) lui conférant le 11ème rang (contre 15ème en 2016), la Hongrie a décliné de 5 positions pour occuper le 8ème rang avec un solde toujours excédentaire de 2,8% du PIB (contre 6,2% en 2016).
- ***la baisse structurelle du taux d'épargne nationale brute*** qui est passé à 7,3 % du PIB conférant à la Tunisie la dernière position. Ce cycle baissier amorcé depuis 2011 reflète, notamment, l'impact des conditions économiques moroses et l'aggravation des déséquilibres financiers sur le comportement des différents agents économiques[5].

[5] "Rapport annuel 2017" de la BCT ; juin 2018

Faut-il nuancer qu'au niveau de cet indicateur la quasi-totalité des pays ont maintenu leur classement mis à part la Bulgarie et la Slovénie qui ont décroché 5 et 3 positions respectivement pour passer au 11ème et 9ème rang respectivement en 2017.

- ***le maintien du déficit budgétaire à un niveau élevé*** (6,1% du PIB), classant la Tunisie au 26ème rang. Cette situation revient principalement à la poursuite de la forte progression des dépenses de fonctionnement résorbée par l'amélioration du recouvrement des recettes fiscales[6]. Comparativement aux autres pays de l'échantillon, l'on dénote une progression significative de l'Inde qui s'est hissé à la 11ème position (contre 26ème en 2016) ex quo avec la Thaïlande qui, quant à elle, a perdu 7 positions.
- ***la nette remontée du taux d'inflation*** qui est passé à 5,3% (contre 3,6% en 2016) faisant perdre à la Tunisie 3 positions pour se situer au 23ème rang. Cette tendance haussière de l'inflation trouve son origine, d'une part, dans l'augmentation des prix internationaux de la plupart des produits de base et, d'autre part, dans la dépréciation du taux de change du dinar en relation avec l'accroissement continu du déficit commercial. Pour le reste des pays de l'échantillon, l'évolution de cet indicateur est très mitigée. A titre illustratif, si le Maroc a gagné 11 places pour se situer au 3ème rang avec un taux d'inflation de moins de 1%, la Lettonie, qui occupait le 8ème rang en 2016, se trouve à la 16ème position.
- ***Le repli des réserves en devises*** qui ne couvraient que 3,1 mois d'importations en 2017 (contre 3,7 en 2016) attribuant à la Tunisie le 22ème rang et ce, sous l'effet de l'aggravation du déficit de la balance courante et des remboursements au titre de la dette extérieure[7]. Faut-il mentionner, par ailleurs, que l'Egypte et l'Argentine paraissent les grands gagnants de cette course à la compétitivité en termes d'avoirs en devises puisqu'ils ont décroché 8 et 7 positions respectivement en occupant de la sorte le 12ème et le 10ème rang en 2017.
- ***l'accélération de l'accroissement de la dette extérieure*** dont le ratio par rapport au PIB a augmenté de près de 16 points de pourcentage par rapport à 2016 pour atteindre 82,6% en 2017 conférant à la Tunisie le 19ème rang (contre 15ème en 2016). Ce recourt massif à l'endettement extérieur et plus particulièrement de l'Etat est en relation notamment avec l'aggravation du déficit budgétaire et avec la faiblesse des flux d'IDE qui ne représentent que 2,3% du PIB en 2017.

[6] Cf. BCT *op.cit*
[7] Cf. BCT *op.cit*.

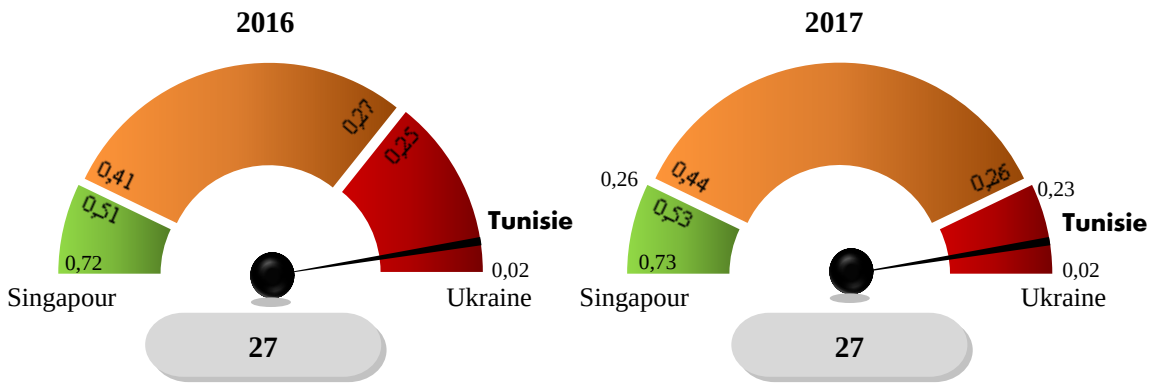
Tableau 4: Principaux résultats liés au facteur «Stabilité du cadre macroéconomique »

Indicateurs	Tunisie			Maroc	Turquie	Premier		Dernier	
	Evolution	Valeur	rang			Pays	Valeur	Pays	Valeur
Solde courant (en % du PIB)	↓	**-10,2**	28	-3,4	-5,6	Singapour	15,9	Tunisie	-10,2
Solde budgétaire (en % du PIB)	→	**-6,1**	26	-3,4	-2,3	Singapour	5,7	Egypte	-10,9
Couverture en mois d'importation	↓	**3,1**	22	6,0	4,9	Brésil	15,8	Estonie	0,2
Dette extérieure (en % du PIB)	↓	**82,6**	19	34,5	53,2	Chine	14,6	Singapour	435,0
Inflation	↓	**5,3**	23	0,8	11,1	Singapour	0,6	Egypte	29,5
Epargne intérieure brute (en % du PIB)	↓	**7,3**	28	28,9	25,5	Slovaquie	20,6	Tunisie	7,3
Evolution indiciaire du taux de change vis à vis du dollar	↑	**10,3**	3	1,0	11,7	Egypte	47,0	Brésil	-8,4

III. Système bancaire et marché boursier

La Tunisie demeure classée parmi le groupe de pays à faible performance au niveau de ce facteur en occupant le 27ème rang.

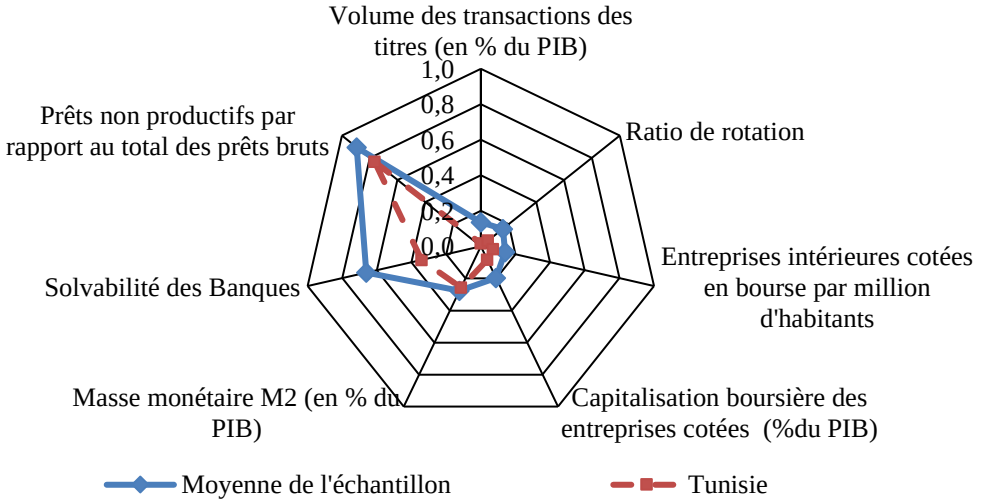
Graphique 9: Ecart de performance en termes de système bancaire et marché boursier



Source : *Compilations ITCEQ*

Faut-il signaler que l'Egypte parait le grand gagnant de ce peloton avec un bond de 4 places pour occuper ainsi le 14ème rang en 2017 contrairement à la majorité des pays concurrents qui ont maintenu leur positions par rapport à 2016.

Graphique 10:Position de la Tunisie en termes de système bancaire et marché boursier



Source : *Compilations ITCEQ*

Comme l'indique le graphique ci-dessus, le classement retardé de la Tunisie s'explique principalement par :

- ***le niveau structurellement élevé des prêts non productifs*** dans le total des prêts situant la Tunisie au 27ème rang et ce, malgré qu'il soit en nette régression passant à 13,4% en 2017 contre 15,4% une année auparavant. Cette baisse est imputable essentiellement à la consolidation des crédits octroyés aux professionnels de 14,2% par rapport à 2016 et au recul de la part des créances douteuses du secteur de l'agriculture et pêche et ce, suite aux décisions d'abandon de créances prises dans le cadre des dispositions de la loi des finances de l'année 2017[8]. Pour les autres pays de l'échantillon, l'on dénote un maintien quasi-total des classements à l'exception de la Slovénie et la Pologne. En fait, si la première a vu sa position s'améliorer de 4 places en occupant le 13ème rang en 2017, la seconde a perdu 3 places passant ainsi au 17ème rang. L'Estonie continue à occuper la 1ère position avec un niveau ne dépassant pas 0,7% (contre 0,9% en 2016) alors que l'Ukraine qui demeure classer dernière avec un accroissement de ces prêts toxiques ayant atteint 54,5% du total des prêts (contre 30,5% en 2016)

[8] Ces décisions concernent essentiellement le relèvement du montant total alloué aux opérations d'abandon des crédits agricoles de 80 à 130 millions de dinars. Ces opérations sont relatives à l'article 79 de la loi de mai 2014 qui stipule l'abandon des créances ne dépassant pas les 5000 dinars par agriculteur et pêcheur ainsi que la prise en charge de l'État de 50% des frais d'assurances agricoles.

- ***le manque de solvabilité des banques*** comme le montre le niveau constamment faible du score qui lui est attribué par le Forum de Davos conférant à la Tunisie le 27ème rang[9] et ce, en dépit de son amélioration par rapport à 2016. Faut-il mentionner que la Hongrie, l'Egypte et le Maroc ont sensiblement amélioré leur classement au niveau de cet indicateur avec un bond de 7, 6 et 4 positions respectivement se situant ainsi au 18ème et 9ème rang respectivement en 2017. A contrario, la Pologne, la Lettonie et la Chine ont régressé de 4 et 3 places respectivement pour occuper le 13ème, 18ème et 23ème rang respectivement.
- ***le manque de développement du marché boursier*** qui, en dépit d'une légère reprise des principaux indicateurs y afférent, reste encore peu dynamique vu l'essor des autres marchés concurrents, particulièrement asiatiques.

Tableau 5: Principaux résultats liés au facteur « Système bancaire et marché boursier »

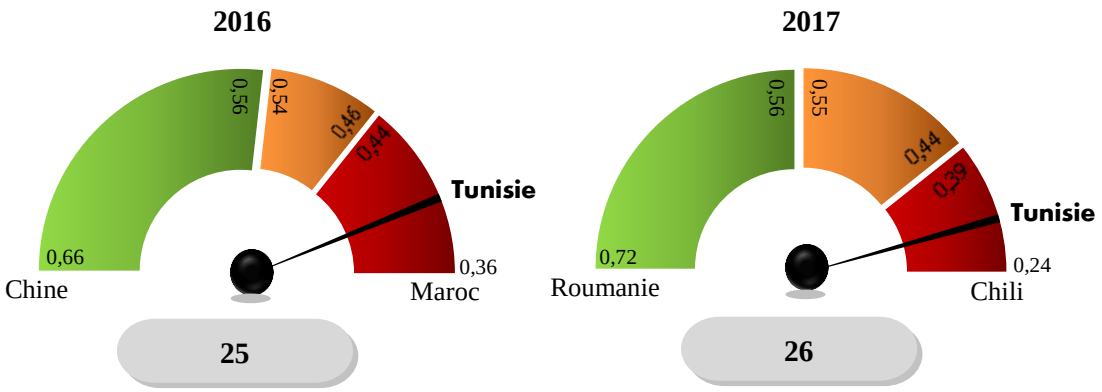
Indicateurs	Tunisie			Maroc	Turquie	Premier		Dernier	
	Evolution	Valeur	rang			Pays	Valeur	Pays	Valeur
Volume des transactions des titres (en % du PIB)	↑	**2,5**	18	3,9	44,3	Chine	141,4	Ukraine	0,1
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	↑	**73,5**	13	119,4	54,3	Chine	204,2	Argentine	28,5
Capitalisation boursière des entreprises cotées (en % du PIB)	↑	**22,7**	16	61,1	26,7	Singapour	232,6	Lettonie	3,9
Prêts non productifs par rapport au total des prêts bruts	↑	**13,4**	27	7,5	2,8	Estonie	0,7	Ukraine	54,5
Entreprises intérieures cotées en bourse par 1000 habitants	↑	**7,1**	13	2,1	4,6	Singapour	86,1	Mexique	1,1
Ratio de rotation	↑	**11,0**	18	6,3	165,8	Chine	197,1	Ukraine	0,8
Solvabilité des Banques	↑	**3,7**	27	5,4	5,2	Chili	6,4	Ukraine	2,3

IV. Croissance et dynamisme économique

Les résultats dégagés montrent qu'au niveau de ce facteur la Tunisie continue à être classée parmi le groupe de pays à performance inférieure pour se situer au 26ème rang.

[9] C'est un indicateur qualitatif apprécié par une échelle d'évaluation de 1 à 7 selon la question suivante : « ***Dans votre pays, les banques sont 1= insolvables et doivent apporter des cautions à l'Etat, 7= possèdent généralement un bilan sain*** ». Il est à noter que l'équipe de l'ITCEQ a procédé à un reclassement de la Tunisie et des pays concurrents retenus selon le score qui leurs sont attribués.

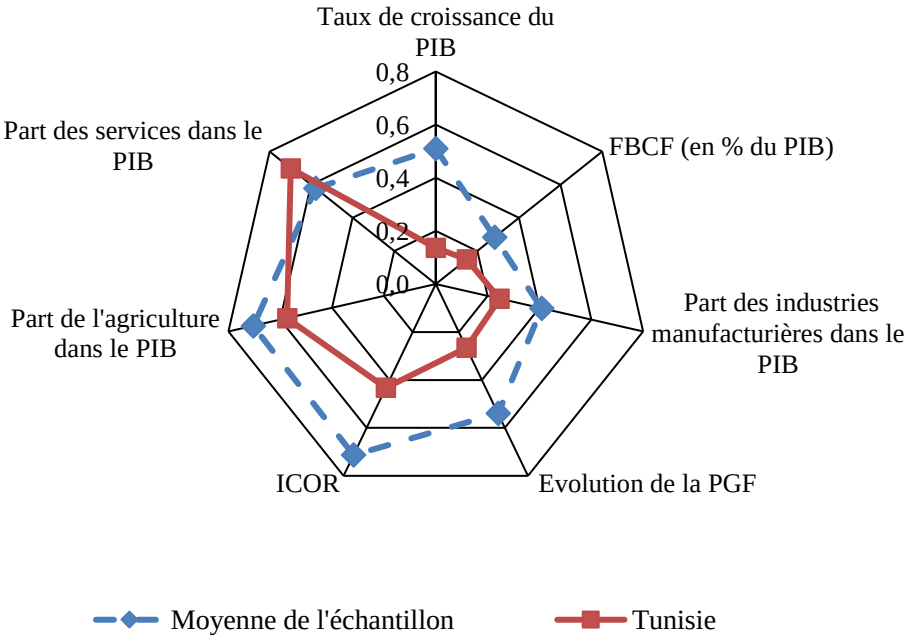
Graphique 11 : Ecart de performance en termes de croissance et dynamisme économique



Source : *Compilations ITCEQ*

La majorité des pays de l'échantillon ont enregistré un changement drastique dans leur classement. A titre illustratif, si la Turquie a décroché 16 positions et monté à la 3ème place en 2017, la Croatie qui était classée au 8ème rang en 2016 occupe désormais le 18ème rang.

Graphique 12: Position de la Tunisie en termes de croissance et dynamisme économique



Source : *Compilations ITCEQ*

La représentation graphique ci-dessus démontre que cette position retardée de la Tunisie est attribuable principalement :

- ***à la lenteur de la croissance*** qui, malgré sa consolidation en 2017 (1,9% contre 1% en 2016), reste en deçà du potentiel du pays pour résorber les déficits jumeaux et atténuer le taux de chômage procurant à la Tunisie le 26ème rang. Cette faible performance revient principalement au repli du secteur des phosphates et dérivés qui peine à redémarrer et l'accentuation de la baisse de la production des hydrocarbures. En fait, cette baisse n'a pas été compensée par l'amélioration de l'activité des services marchands et, à un degré moindre, des industries manufacturières et du secteur agricole[10]. Mis à part la Tunisie et le Brésil qui ont gardé le même positionnement par rapport à 2016, les autres pays de l'échantillon ont enregistré un renversement de leur classement. Bien que la Turquie et la Lettonie aient décroché 12 et 11 places respectivement pour occuper le 1er et 12ème rang respectivement en 2017, la Croatie et la Bulgarie ont marqué une dégringolade sensible de leur position se situant ainsi au 22ème et 19ème rang respectivement contre le 10ème et 9ème rang respectivement en 2016.
- ***au manque d'efficacité de l'investissement*** comme en témoigne le niveau constamment élevé de l'ICOR[11] qui, en dépit de son amélioration (10,4% contre 20,5% en 2016), reste en deçà des performances des autres pays concurrents conférant, à la Tunisie le 26ème rang. Les premières positions sont attribuées aux Pakistan, Roumanie et Slovénie qui ont pu améliorer sensiblement leur classement comparativement à 2016 alors que le Brésil et le Chili occupent les dernières places.
- ***Le recul de la productivité globale des facteurs (PGF)*** faisant perdre à la Tunisie 4 positions pour se classer ainsi au 24ème rang. Cette faiblesse de la productivité s'est accompagnée par ***un repli du niveau d'investissement*** dont le taux en % au PIB suit une tendance baissière depuis 2013 (18,7% contre 19,3% en 2016 et 22,5% en 2012) en plus d'une augmentation salariale liée à l'inflation. Ceci est de nature à entraver les créations d'emploi et de richesse et par conséquent l'amélioration du bien être de la population. Faut il nuancer qu'au niveau de cet indicateur plusieurs pays ont enregistré une amélioration sensible de leur classement à l'instar de la Lituanie qui a fait un rebond de 19 positions passant au 2ème rang avec une augmentation de la PGF de 4,3% ainsi que les Philippines (8ème rang contre 19ème en 2016), le Maroc (13ème rang contre 23ème en 2016) et la Turquie (14ème rang contre 24ème en 2016). A l'opposé, les pays

[10] Cf. BCT *op.cit*.

[11] Appelé aussi coefficient marginal du capital. C'est le rapport entre le volume de l'investissement et celui de la variation absolue de la valeur ajoutée (en volume). Cet indicateur mesure le nombre de points de capital nécessaires pour créer un point supplémentaire de croissance. Plus le coefficient est élevé, moins l'utilisation du capital est efficace.

comme la Croatie, le Mexique, l'Inde et l'Estonie ont marqué une nette dégringolade de leur positionnement.

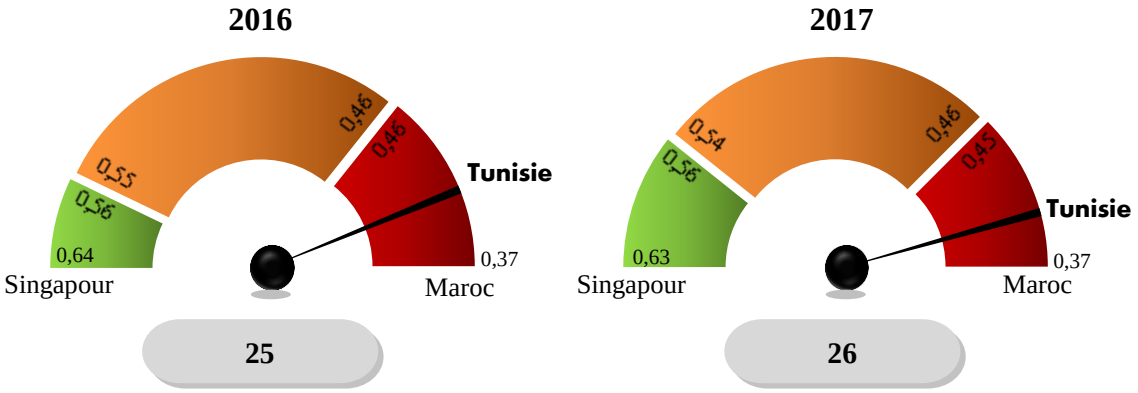
Tableau 6: Principaux résultats liés au facteur « Croissance et dynamisme économique »

Indicateurs	Tunisie			Maroc	Turquie	Premier		Dernier	
	Evolution	Valeur	rang			Pays	Valeur	Pays	Valeur
Taux de croissance du PIB	↑	**1,9**	**26**	4,1	7,4	Turquie	7,4	Brésil	1,1
Part des industries manufacturières dans le PIB	↓	**15,9**	**20**	17,7	19,8	Chine	29,3	Chili	11,5
Part de l'agriculture dans le PIB	↓	**10,4**	**22**	14,0	6,9	Singapour	0,0	Pakistan	24,4
Part des services dans le PIB	↑	**65,9**	**9**	56,5	60,2	Singapour	74,8	Indonésie	45,4
FBCF (en % du PIB)	↓	**18,7**	**20**	28,4	30,0	Chine	42,6	Pakistan	14,5
Evolution de la PGF	↑	**-0,2**	**24**	1,7	1,6	Lettonie	4,3	Chili	-1,8
ICOR	↑	**10,6**	**26**	7,2	4,2	Pakistan	2,6	Chili	16,7

V. Compétitivité interne

Au niveau de ce facteur, les investigations empiriques montrent que la Tunisie continue à occuper une position relativement retardée soit le 26ème rang devant l'Ukraine et la Maroc.

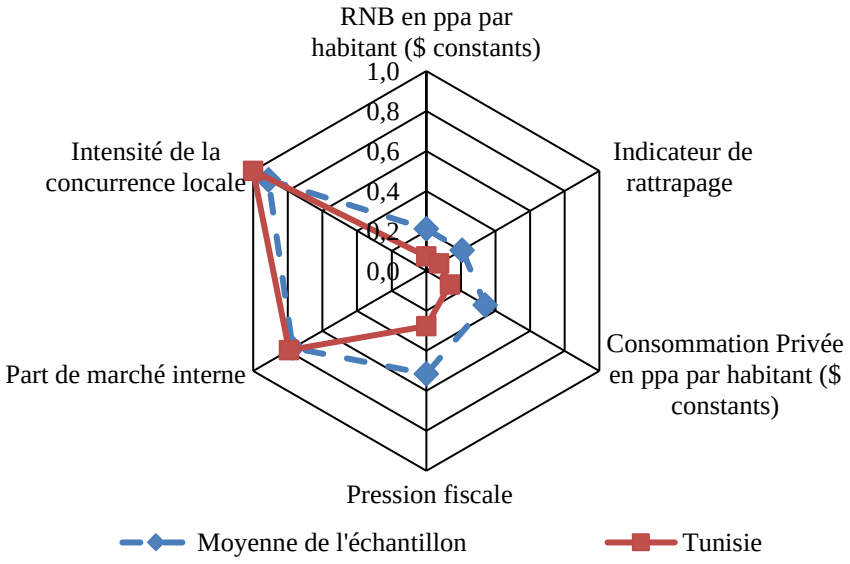
Graphique 13: Ecart de performance en termes de compétitivité interne



Source : *Compilations ITCEQ*

A ce titre, l'on constate que, globalement, la majorité des pays de l'échantillon a maintenu leur classement entre 2016 et 2017. Cependant, la Roumanie, l'Indonésie et la Thaïlande ont amélioré leur rang de 3 places pour occuper la 5ème, la 10ème et la 18ème position respectivement en 2017.

Graphique 14: Position de la Tunisie en termes de compétitivité interne



Source : *Compilations ITCEQ*

Comme le montre le graphique ci-dessus, cette moindre performance de la Tunisie revient principalement :

- ***à l'augmentation de la pression fiscale*** pour atteindre 21,9% (contre 20,8% en 2016). Alors que la majorité des pays a maintenu leur classement, seule la Tunisie a perdu 5 positions pour occuper le 24ème rang. Pour le cas du Mexique, celui-ci à connu une amélioration de son classement passant au 4ème rang (contre 7ème en 2016) avec un taux de 13%. Les premières positions sont attribuées aux pays asiatiques (Inde, Indonésie et Pakistan) tandis que les dernières positions sont conférées au Brésil, Hongrie et Croatie;
- ***au niveau structurellement faible de l'indicateur de rattrapage***[12] qui a connu son plus bas niveau depuis 2010 soit 28,9% contre 29,3% en 2016 conférant à la Tunisie le 23ème rang. Mis à part le Singapour qui a gardé la position de leader au niveau de cet indicateur, les PECO occupent les premiers rangs avec un niveau moyen de 78%. Les dernières positions sont attribuées aux pays asiatiques à savoir les Philippines, l'Inde et le Pakistan.
- ***le niveau relativement modeste du RNB en PPA par habitant*** qui reste nettement en deçà de celui des PECO, des pays de l'Amérique latine et de la majorité des pays asiatiques retenus dans l'échantillon conférant à la Tunisie le 22ème rang.

[12] C'est le PIB par habitant exprimé en PPA rapporté à celui de l'UE 27.

Corrélativement, ***la consommation privée en termes de PPA par habitant***[13] s'est accrue de moins de 2% par rapport à 2016 et continue à classer la Tunisie au 21ème rang. Cette faible augmentation de la consommation tirée notamment par la hausse des salaires des dernières années, revient principalement à la régression de l'activité économique et le maintien du chômage à des niveaux élevés, outre la persistance de l'inflation qui a fortement impacté les revenus des ménages et leur pouvoir d'achats[14]. Pour le reste des pays de l'échantillon, seule la Romanie a enregistré une évolution de sa consommation de près de 11% lui permettant ainsi d'améliorer son classement de 3 positions et d'occuper le 10ème rang en 2017.

Tableau 7 : Principaux résultats liés au facteur « Compétitivité interne »

Indicateurs	Tunisie			Maroc	Turquie	Premier		Dernier	
	Evolution	Valeur	rang			Pays	Valeur	Pays	Valeur
Consommation Privée par habitant (en PPA $ constants)	↑	**6498**	21	3980,4	12569,6	Singapour	24155,5	Inde	3700,1
Pression fiscale	↓	**21,9**	24	21,7	17,6	Inde	11,4	Croatie	25,9
Part de marché interne	↓	**50,2**	14	57,4	71,9	Brésil	88,3	Singapour	-95,2
Intensité de la concurrence locale	↑	**28,1**	1	26,77	21,09	Tunisie	28,1	Singapour	-139,44
RNB par habitant (en PPA $ constants)	↑	**10604**	22	7342	24702	Singapour	81500	Pakistan	5033
Indicateur de rattrapage	↓	**28,9**	23	20,7	65,4	Singapour	227,7	Pakistan	13,0

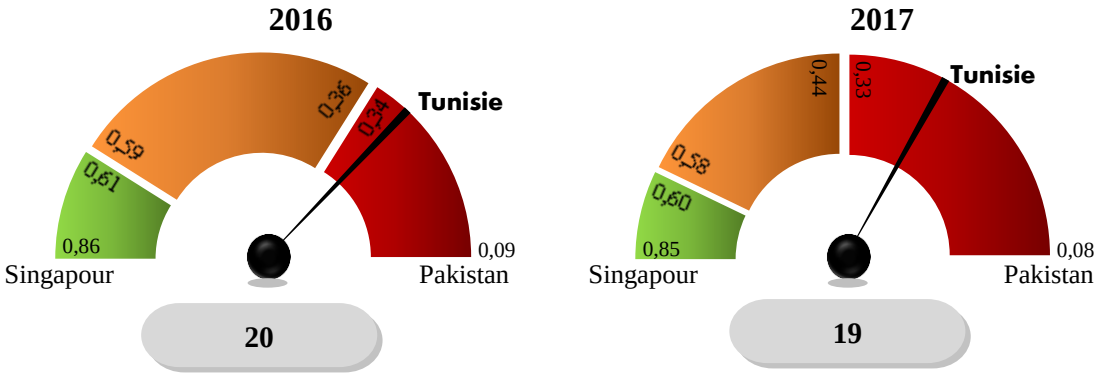
VI. Intégration et attractivité territoriale

Les investigations empiriques montrent que la Tunisie continue à se classer dans des positions relativement retardées en occupant le 19ème rang en 2017.

[13]Ceci s'est traduit par une légère hausse de la propension moyenne à consommer qui est le rapport entre la consommation et le RNB en PPA par habitant

[14] Cf. BCT *op.cit*

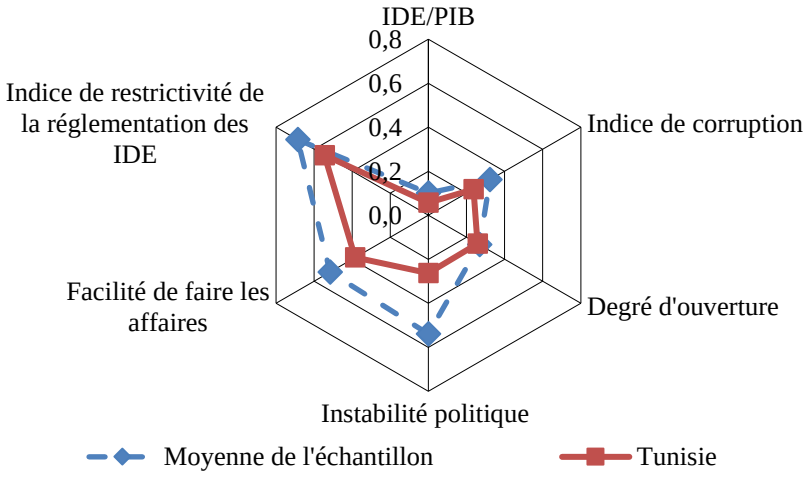
Graphique 15:Ecart de performance en termes d'Intégration et attractivité territoriale



Source : *Compilations ITCEQ*

Il est à signaler que la majorité des pays de l'échantillon ont gardé le même classement au cours de 2016-17 mis à part l'Argentine et la Hongrie qui ont décroché 4 et 3 positions respectivement (17ème et 8ème rang respectivement en 2017) alors que la Pologne et la Turquie ont perdu 4 places pour occuper le 13ème et le 21ème rang respectivement en 2017.

Graphique 16: Position de la Tunisie en termes d'Intégration et attractivité territoriale



Source : *Compilations ITCEQ*

Comme l'indique le graphique plus haut, cette position défavorable de la Tunisie est attribuable principalement :

- ***à la situation politique encore fragile*** comme en témoigne la détérioration du score de l'indicateur « Instabilité politique »[15] plaçant la Tunisie au 21ème rang (contre 19ème

[15] Il s'agit d'un indicateur qualitatif publié par l'Institut de la Paie et de l'Economie qui varie entre 1 et 5. Plus le score tend vers 5 plus les institutions politiques du pays ne sont pas suffisamment stables et ne peuvent pas

rang en 2016). En effet et malgré la transition pacifique du régime politique, la multiplicité des partis a impacté négativement les performances de l'appareil exécutif de l'Etat si bien que la durée moyenne d'un gouvernement en Tunisie est de 12,7 mois alors que cette moyenne est 3 à 4 fois plus importante en Europe[16]. Concernant les autres pays de l'échantillon, les premières positions sont conférées à la Slovénie, l'Inde et la Roumanie contrairement à la Thaïlande, la Turquie et l'Ukraine qui ont été classé aux derniers rangs.

- ***au climat des affaires qui reste peu favorable*** malgré l'amélioration du score de la Tunisie au niveau de l'indicateur « Facilité de faire les affaires » lui conférant le 19ème rang en 2017 devancé par les PECO et certains concurrents asiatiques.
- ***au niveau élevé de l'indice de restrictivité de la réglementation des IDE*** qui, en dépit de sa réduction sensible en 2017 (0,18 contre 0,24 en 2016), classe la Tunisie au 19ème rang. Selon l'OCDE[17], le secteur des services (commerce de détail et de gros, et certains services financiers) et le secteur de la construction sont particulièrement protégés. De même, la contrainte concernant le nombre de cadres étrangers assouplie par la nouvelle loi doit être réduite davantage pour améliorer l'attractivité de la Tunisie et renforcer le transfert de compétences. Faut il nuancer que la Tunisie est devancée par les PECO qui occupent les premières positions ainsi que par majorité des pays de l'Amérique latine et des concurrents méditerranéens retenus dans l'échantillon. Les dernières positions sont conférées aux pays asiatiques.
- ***au niveau structurellement faible des IDE en % du PIB*** au cours de la période post révolutionnaire pour atteindre 2,3% en 2017 affectant négativement le classement de la Tunisie qui est passée au 17ème rang contre 15ème en 2016. Il importe de mentionner que le classement des pays pour cet indicateur a changé de manière significative comparativement à 2016. A titre indicatif, si la Bulgarie a grimpé au 3ème rang en 2017 (contre 17ème une année auparavant), la Pologne a perdu 13 positions pour occuper le 21ème rang en 2017.
- ***au degré d'ouverture*** qui reste modeste et en deçà de celui des pays concurrents. En effet, les échanges commerciaux peuvent générer des gains de productivité en donnant

---

supporter les besoins de leurs citoyens, entreprises et investisseurs étrangers. Il est à noter que l'équipe de l'ITCEQ a procédé à un reclassement de la Tunisie et des pays concurrents retenus selon le score qui leurs sont attribués.

[16] Louai Chabbi : « La crise politique en Tunisie et l'effet Dunning-Kruger », Leaders, 26 juin 2018

[17] « Etudes économiques de l'OCDE : Tunisie, évaluation économique » ; Mars 2018

accès aux entreprises à une gamme d'intrants plus vaste, en favorisant la diffusion de la connaissance étrangère et en contribuant à l'élargissement des marchés[18].

Tableau 8 : Principaux résultats liés au facteur « Intégration et attractivité territoriale»

Indicateurs	Tunisie			Maroc	Turquie	Premier		Dernier	
	Evolution	Valeur	rang			Pays	Valeur	Pays	Valeur
Degré d'ouverture	↑	**99,8**	15	83,7	54,1	Singapour	317,8	Brésil	24,1
IDE/PIB	↑	**2,3**	17	2,4	1,3	Singapour	23,4	Pakistan	1,1
Facilité de faire des affaires	↑	**64,8**	19	68,6	68,5	Singapour	84,8	Pakistan	52,3
Indice de corruption	↑	**42,0**	15	40	40	Singapour	84	Mexique	29
Instabilité politique	↓	**2,8**	21	3,0	3,4	Slovénie	1,0	Ukraine, Turquie	3,4
Indice de restrictivité de la réglementation de l'IDE	↑	**0,2**	19	0,067	0,059	Slovénie	0,007	Philippines	0,390

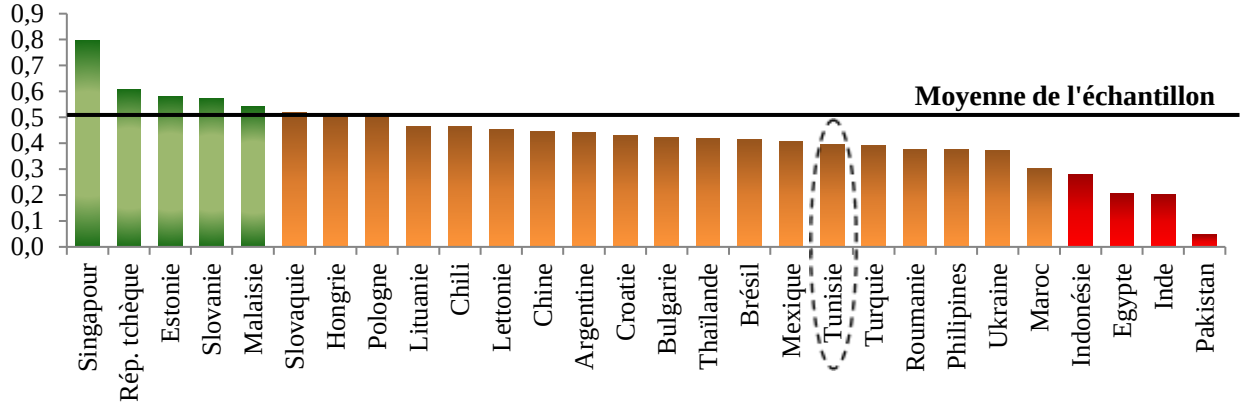
Section 3 : Compétitivité potentielle

Des potentialités à élargir et à mieux valoriser…

Bien qu'elle soit parmi le groupe de pays à performances moyennes, la Tunisie continue à occuper une position relativement modeste en se situant au 19ème rang au niveau de la compétitivité potentielle devancée ainsi par les pays de l'Amérique latine, les PECO (à l'exception de la Roumanie) et quelques pays asiatiques à savoir le Singapour (1er rang), la Malaisie (5ème rang), la Chine (12ème rang) et la Thaïlande (16ème rang). Par ailleurs, faut il signaler que la Lituanie semble le seul pays qui a pu avoir de l'avancée en 2017 et grimper à la 9ème position contre 12ème en 2016 alors que l'Argentine a perdu 3 places pour occuper le 13ème rang en 2017.

[18] Selon une étude effectuée par l'OCDE (Egert et Gal, 2017), une augmentation de l'ouverture commerciale dans la zone OCDE de 1 point de pourcentage se traduirait par une croissance de la productivité multifactorielle de 0,2 % après 5 ans et 0,6 % sur le long terme.

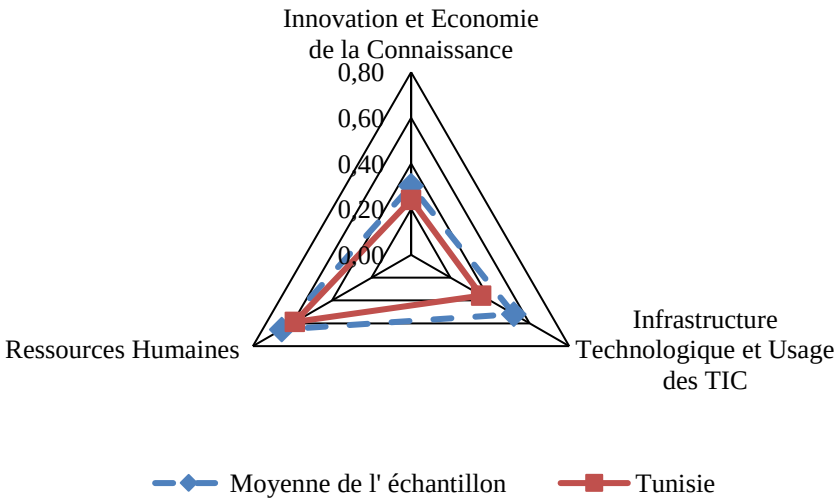
Graphique 17: Indicateur synthétique de la « Compétitivité potentielle »



Source : *Compilations ITCEQ*

Ce classement modeste de la Tunisie est attribuable principalement aux contres performances enregistrées en termes d'infrastructure technologique et, dans une moindre mesure, de ressources humaines. De plus, l'amélioration des résultats des pays concurrents au niveau du facteur innovation et économie de la connaissance a sapé les efforts de la Tunisie en la matière traduisant l'existence d'une marge de progression non négligeable pour consolider la capacité du pays à innover.

Graphique 18: Position de la Tunisie en termes de compétitivité potentielle

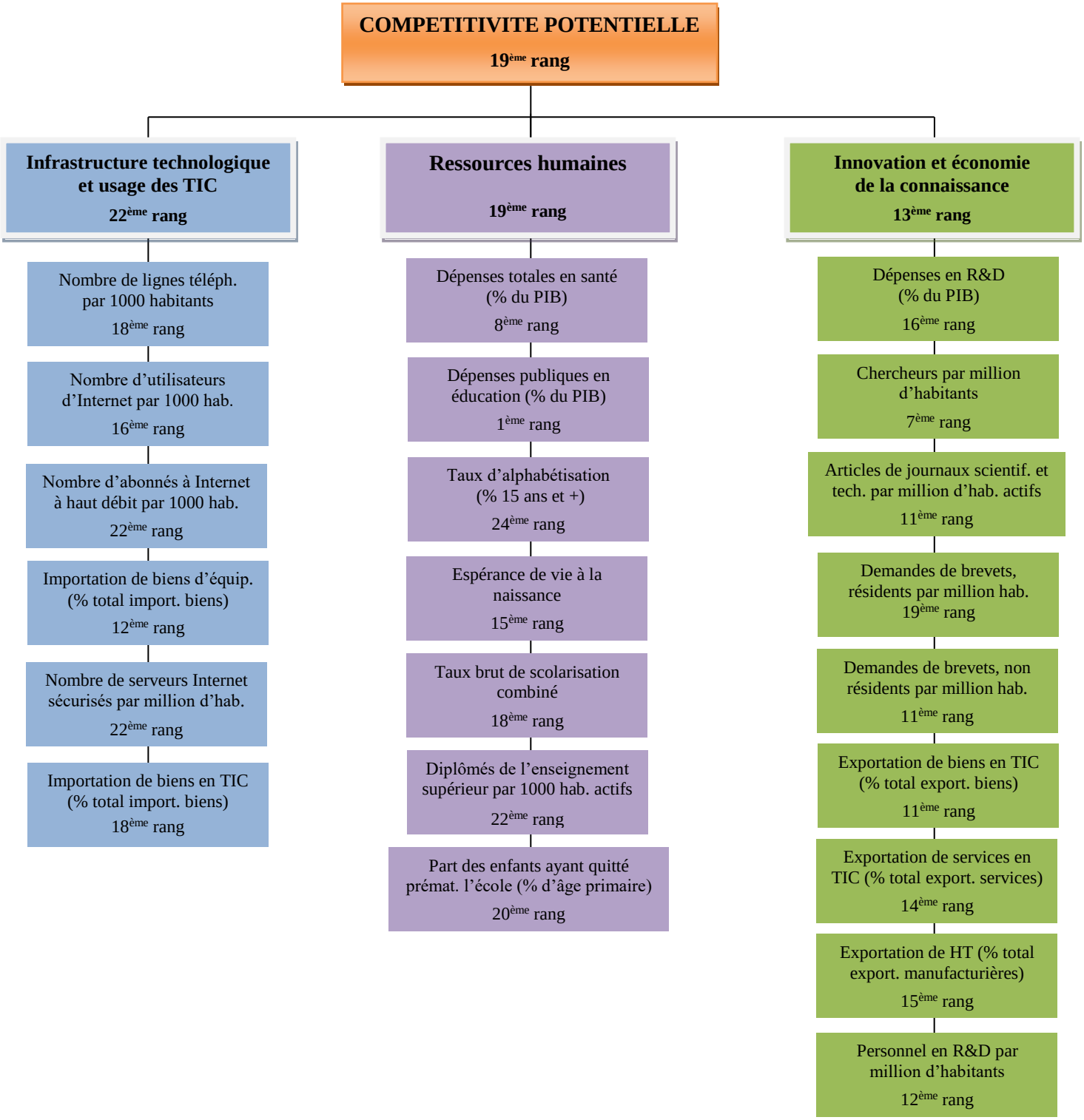


Source : *Compilations ITCEQ*

Ce résultat global mérite de plus amples approfondissements par facteur ainsi qu'au niveau des indicateurs élémentaires qui en relèvent afin de dégager, de manière plus précise, les

insuffisances de l'économie tunisienne et d'orienter le décideur sur les actions à entreprendre pour y remédier et rattraper les économies les plus performantes.

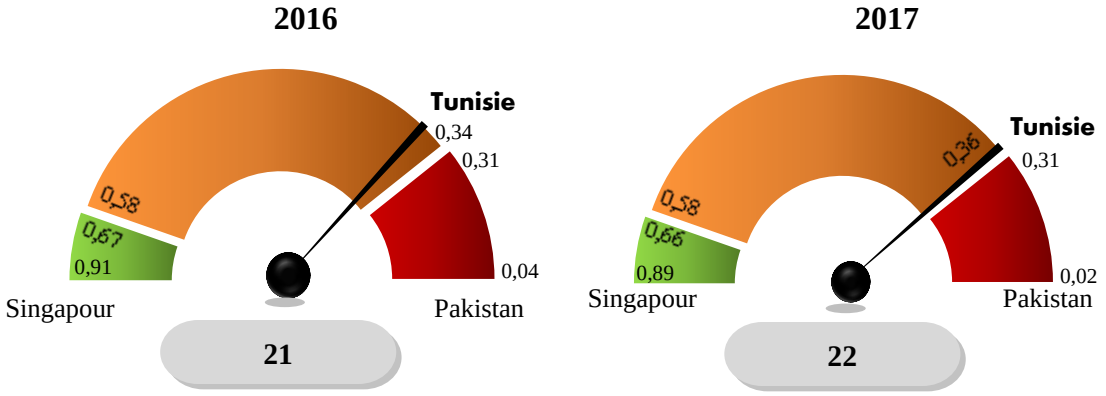
Tableau 9: Classement de la Tunisie en termes de « Compétitivité potentielle »



I. Infrastructure technologique et usage des TIC

Au niveau de ce facteur, la Tunisie continue à sous performer pour occuper le 22ème rang devancée ainsi par les PECO, les pays de l'Amérique latine ainsi que par les pays asiatiques (à l'exception de l'Inde et du Pakistan).

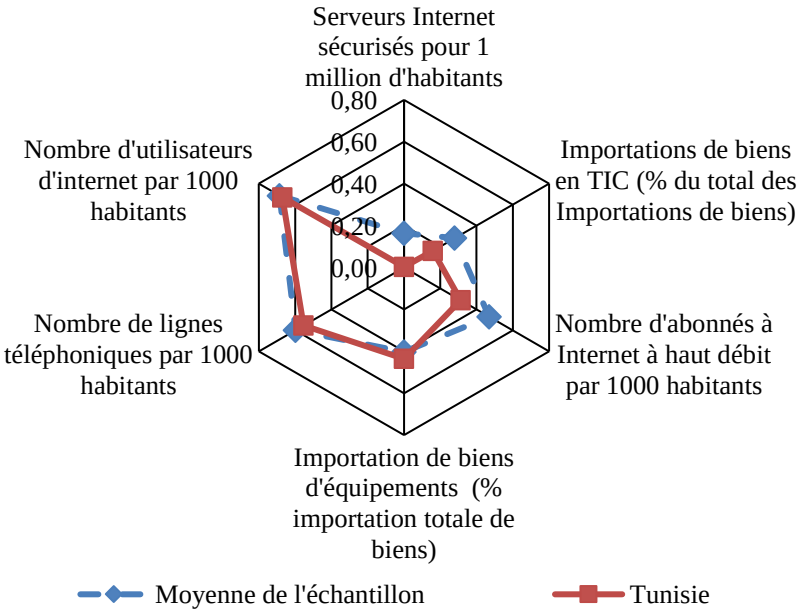
Graphique 19: Ecart de performance en termes d'infrastructure technologique et usage des TIC



Source : *Compilations ITCEQ*

Il est à signaler que le grand gagnant de ce peloton est la Lettonie qui a décroché 7 positions pour occuper, en 2017, le 10ème rang. A contrario, la Pologne, le Mexique et la Chine ont perdu 3 positions se situant ainsi en 2017 au 13ème, 14ème et 18ème rang respectivement.

Graphique 20: Position de la Tunisie en termes d'infrastructure technologique et usage des TIC



Source : *Compilations ITCEQ*

Le graphique ci-dessus montre que les moindres performances de la Tunisie tiennent leurs origines :

- ***au nombre structurellement limité de serveurs Internet sécurisés*** qui n'est que de 214 serveurs par un million d'habitants conférant à la Tunisie le 22ème rang en 2017 et ce, malgré son accroissement exponentiel par rapport à l'année 2016 au cours de laquelle il s'est multiplié par de 2,3. En effet et eu égard à la forte inclusion digitale, le marché du commerce électronique est en pleine expansion avec 124 sites marchands par un million d'habitants, une augmentation du volume des transactions en ligne de 29% et plus que le 1/5 de ces opérations se font à l'internationale[19]. Néanmoins, ces performances se heurtent à plusieurs contraintes[20] et restent en deçà de celles des pays leaders en la matière comme le Singapour et la Bulgarie qui comptent désormais 58690 et 32308 serveurs respectivement. Faut-il signaler, par ailleurs, qu'au niveau de cet indicateur certains pays ont amélioré significativement leur classement à l'instar de la Croatie qui est passée au 6ème rang alors qu'elle s'est classée 13ème une année auparavant ainsi que le Maroc, qui était avant dernier en 2016, a grimpé 6 positions devançant de la sorte la Tunisie et occupant le 21ème rang.
- ***au nombre encore réduit d'abonnés à Internet à haut débit par 1000 habitants*** au niveau duquel la Tunisie continue à être classée parmi le groupe de pays à faibles performances en occupant le 22ème rang en 2017. Quant aux autres pays de l'échantillon et bien que la majorité a gardé son positionnement, l'on dénote une progression considérable de certains pays à l'instar de la Malaisie (4ème rang contre 11ème en 2016), la Chine (8ème rang contre 15ème en 2016), la Lettonie (3ème rang contre 8ème en 2016) et l'Indonésie (16ème rang contre 21ème en 2016). A l'opposé, d'autres pays ont marqué une détérioration de leur classement dont notamment la Lituanie qui a perdu 7 positions pour se classer au 11ème rang en 2017 ainsi que la Croatie et l'Argentine qui ont fait un recul de 5 positions occupant de la sorte le 12ème et le 17ème rang respectivement en 2017.
- ***à la baisse de la part des importations de biens en TIC dans le total des importations de biens*** (9,5% contre 10,2% en 2016) procurant à la Tunisie le 18ème rang. Les

[19] Khabbab HADHRI « E-commerce en Tunisie : une lecture du cadre légal et institutionnel du commerce électronique» ; mars 2018 - CEPEX

[20] La rigidité du cadre législatif, l'offre peu structurée basée surtout sur la billetterie et le paiement de factures ou de recharges téléphoniques, la prolifération du marché parallèle sur les réseaux sociaux et la restriction des paiements en devises qui entrave le référencement de produits tunisiens sur des plateformes comme eBay ou Amazon, et par conséquent leur export à l'étranger sont autant de contraintes qui freinent le développement du e-commerce.

premières positions sont attribuées aux pays asiatiques à savoir le Singapour, la Chine et les Philippines avec une part qui avoisine en moyenne 28% alors que le Maroc, l'Egypte et la Slovénie occupent les dernières positions.

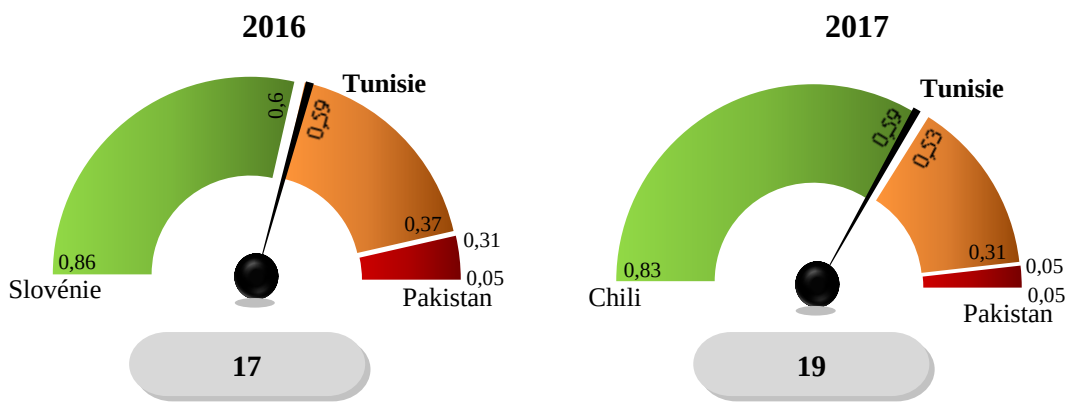
Tableau 10: Principaux résultats liés au facteur « Infrastructure technologique et usage des TIC»

Indicateurs	Tunisie			Maroc	Turquie	Premier		Dernier	
	Evolution	Valeur	rang			Pays	Valeur	Pays	Valeur
Nombre de lignes téléphoniques par 1000 habitants	↑	**1339**	18	1286	1104	Singapour	1817	Pakistan	748
Nombre d'utilisateurs d'internet par 1000 Habitants	↑	**642**	16	618	646,8	Estonie	881	Pakistan	155
Nombre d'abonnés à Internet à haut débit par 1000 Habitants	↓	**720**	22	622	853	Singapour	1740	Pakistan	256
Importation de biens d'équipements (% importation totale de biens)	↓	**21,2**	12	18,2	17,4	Rép. tchèque	28,5	Egypte	15,6
Serveurs Internet sécurisés par million d'habitants	→	**214**	22	284	3352	Singapour	58690	Egypte	36
Importations de biens en TIC (% du total des importations de biens)	↓	**9,5**	18	5,7	7,8	Singapour	31,6	Slovénie	5,4

II. Ressources humaines

Malgré les potentialités dont dispose notre pays en la matière, l'on dégage en 2017 une légère détérioration du classement de la Tunisie au niveau du facteur ressources humaines en occupant le 19ème rang (contre 17ème en 2016).

Graphique 21:Ecart de performance en termes de ressources humaines

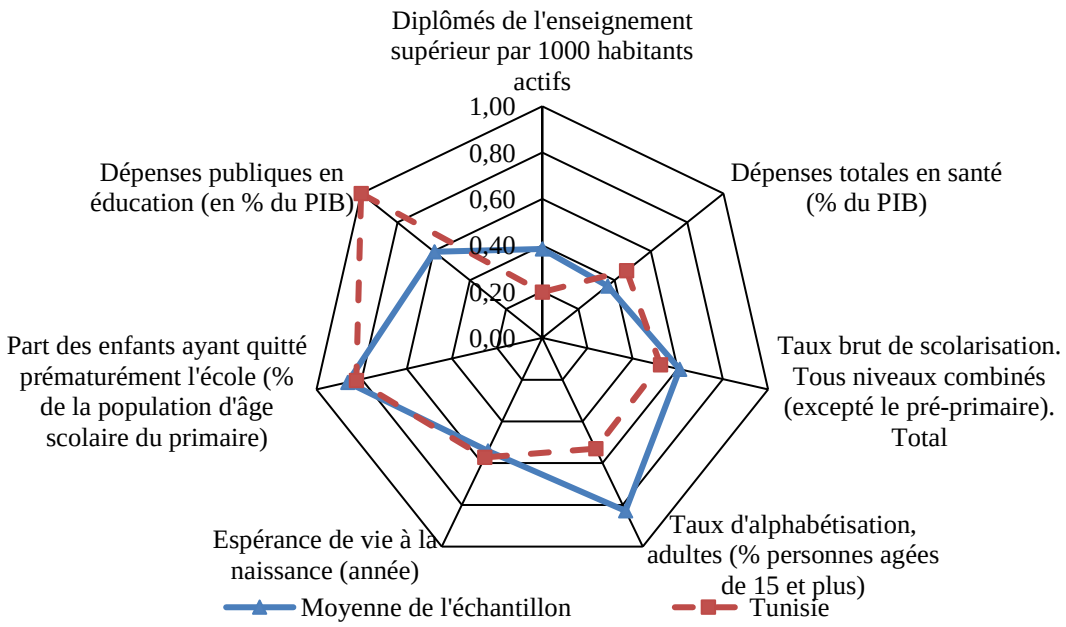


N.B : *Elargissement du groupe des pays à performances élevées faisant inclure la Tunisie en borne inférieure de ce groupe et ce, malgré la légère baisse de son score et la détérioration de son rang.*

Source : *Compilations ITCEQ*

Doit-on nuancer que globalement il y a une certaine stabilité dans le classement des pays entre 2016 et 2017 à l'exception de quelques uns qui ont affiché un changement sensible à l'instar du Singapour et de la Turquie qui ont grimpé de 8 et 7 positions respectivement se situant, de la sorte, au 5ème et 4ème rang en 2017. A contrario, la Lettonie et l'Argentine occupent désormais le 13ème et le 11ème rang respectivement alors que leur position était nettement meilleure en 2016 (5ème et 4ème rang respectivement).

Graphique 22: Position de la Tunisie en termes de ressources humaines



Source : *Compilations ITCEQ*

Comme l'illustre le diagramme radar présenté plus haut, cette légère régression de la Tunisie est imputable essentiellement :

- ***au niveau relativement faible du taux d'alphabétisation des adultes*** qui reste nettement inférieur à la moyenne de l'échantillon plaçant la Tunisie au 24ème rang. Les premières positions sont attribuées à certains PECO à savoir l'Ukraine, l'Estonie et la Lettonie avec un taux avoisinant 100% alors que le Maroc, l'Egypte et le Pakistan occupent les derniers rangs.
- ***au taux d'abandon précoce de l'école*** qui, malgré sa baisse (1,14% contre 1,4% en 2016), continue à être plus élevé que celui des pays méditerranéens et de l'Amérique latine ainsi que de la majorité des PECO retenus dans l'échantillon procurant à la Tunisie le 20ème rang. Il est à signaler que la Turquie a marqué un bon de 18 rang pour décrocher la première position avec un taux de 0,02% en 2017 (contre une moyenne de 2,3% entre 2012-2016). Le Mexique a aussi gagné 9 positions et s'est hissé au 7ème

rang en 2017 en assignant une diminution remarquable de la part des enfants qui ont quitté prématurément l'école du total de la population scolaire du primaire et revenir à 0,23% (contre 1,33% en 2016). L'Argentine et la Hongrie ont, pour leur part, réalisé une perte de 12 et 8 places respectivement et se sont classées ainsi au 19ème et 14ème rang respectivement.

- ***au fléchissement sans précédent du nombre de diplômés de l'enseignement supérieur par 1000 habitants actifs*** de 14% pour atteindre 13 diplômés uniquement en 2017 faisant perdre à la Tunisie 6 positions pour occuper le 22ème rang en 2017. En effet, le nombre de diplômés du supérieur s'érode inéluctablement depuis 2010 au cours de laquelle la Tunisie comptait 23 diplômés par 1000 actifs se situant ainsi à la 7ème position. Faut-il préciser que cette chute a été enregistrée parallèlement à une baisse du nombre d'étudiants à l'entrée de l'université, écartant l'explication d'un fort taux d'abandon en cours de cursus. Selon l'Observatoire tunisien de l'économie (OTE)[21], cette situation alarmante peut être due soient : i) à la politique d'employabilité qui a pour objectif d'adapter l'enseignement supérieur au marché de l'emploi tunisien et donc à une économie de faible valeur ajoutée maintenue en bas des chaînes de valeur mondiales ; ii) à une forte migration des étudiants vers l'étranger à travers les offres de bourse ou 3i) à une résignation des étudiants à se lancer dans une voie sans perspectives. Ainsi et quelque soit la cause, l'OTE trouve que cette chute inquiétante du nombre de diplômés du supérieur est un signe du rabaissement du niveau de l'enseignement supérieur et de l'abandon implicite de toute montée en valeur de l'économie tunisienne. Comparativement aux autres concurrents et alors qu'il s'est classé derrière la Tunisie au cours de la période 2010-16, le Maroc arrive à décrocher 5 places et à se positionner au 16ème rang en 2017 avec un niveau de près de 15 diplômés par 1000 actifs. A contrario, la Slovénie qui occupait la 1ère position en 2016 se trouve au 14ème rang.

[21] Chafik Ben Rouine « L'hémorragie des diplômés du supérieur », Datanalysis n°14, l'Observatoire tunisien de l'économie mars 2018

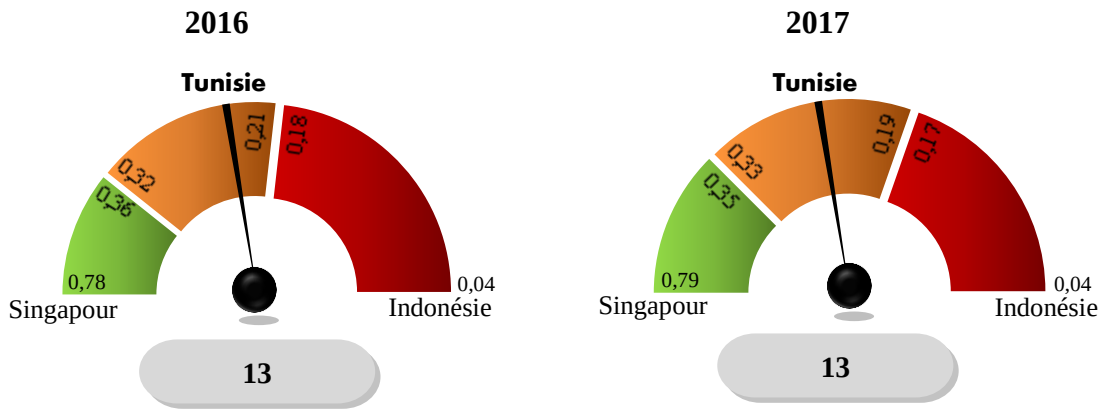
Tableau 11: Principaux résultats liés au facteur « Ressources humaines »

Indicateurs	Tunisie			Maroc	Turquie	Premier		Dernier	
	Evolution	Valeur	rang			Pays	Valeur	Pays	Valeur
Dépenses totales en santé (en % du PIB)	→	7,0	8	5,8	4,2	Brésil	11,8	Pakistan	2,8
Dépenses publiques en éducation (en % du PIB)	→	6,6	1	5,6	4,8	Tunisie	6,6	Egypte	1,4
Espérance de vie à la naissance	↑	75,9	15	76,1	76,0	Singapour	82,9	Pakistan	66,6
Taux d'alphabétisation, adultes (% personnes agées de 15 et plus)	→	80,8	24	73,0	96,2	Ukraine	100,0	Pakistan	59,1
Taux brut de scolarisation combiné	→	82,7	18	79,5	104,0	Singapour	114,6	Pakistan	47,8
Diplômés de l'enseignement supérieur par 1000 habitants actifs	↓	13	22	15	26	Pologne	28	Indonésie	10
Part des enfants ayant quitté prématurément l'école (% de la population d'âge scolaire du primaire)	↑	1,14	20	0,93	0,02	Turquie	0,02	Pakistan	6,35

III. Innovation et économie de la connaissance

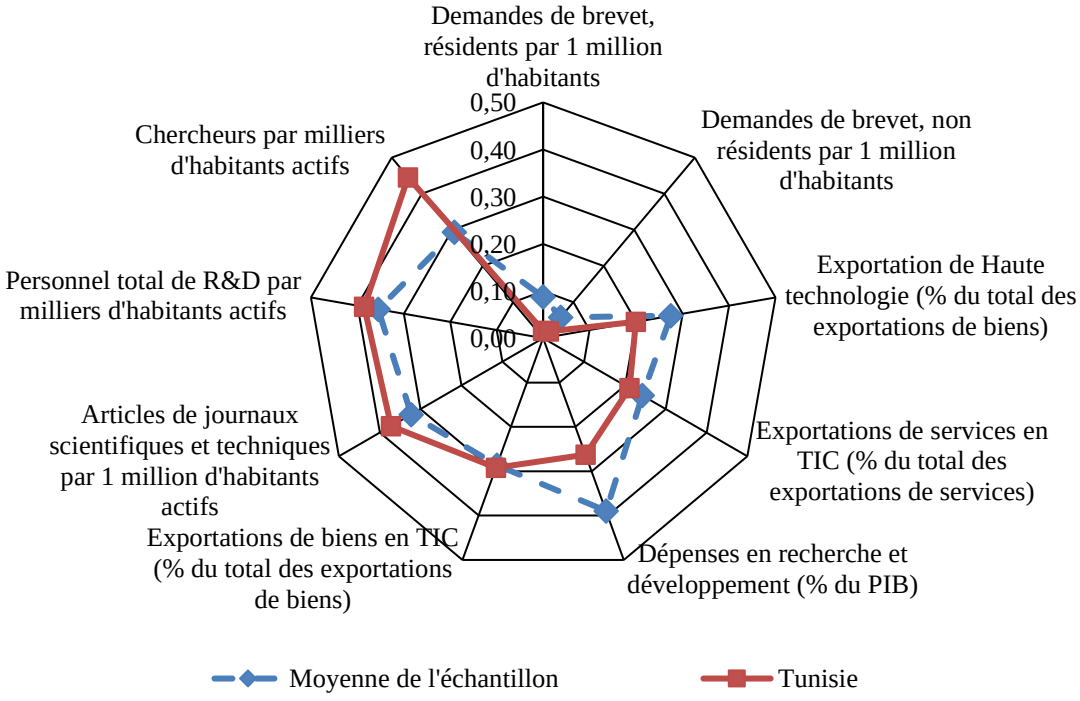
En dépit des avancés enregistrées dans le domaine de l'innovation et de l'économie de la connaissance au niveau duquel la Tunisie figure parmi le groupe des pays à performance moyenne en occupant le 13ème rang, les investigations empiriques montrent que la marge de progression est encore importante pour la Tunisie pour rattraper les pays leaders en la matière à savoir la Slovénie, la Chine et la République tchèque sans pour autant oublier le Singapour qui s'échappe au loin avec des performances largement meilleures que le reste des pays de l'échantillon.

Graphique 23: Ecart de performance en termes d'innovation et économie de la connaissance



Source : *Compilations ITCEQ*

Graphique 24: Position de la Tunisie en termes d'innovation et économie de la connaissance



Source : *Compilations ITCEQ*

Plus précisément, la Tunisie peut développer davantage ses capacités en termes :

- ***de nombre de demandes de brevets déposées par les résidents par million d'habitants*** qui a accusé une baisse notable en 2017 (15 demandes contre 21 en 2016) et reste largement inférieur à celui des PECO, de certains pays asiatiques (Chine, Singapour et Malaisie) et d'autres de l'Amérique latine (Brésil et Chili) conférant à la Tunisie le 19ème rang.
- ***des dépenses en R&D*** qui ne dépassent pas 0,66% du PIB et dont la part du secteur public est prédominante[22] procurant à la Tunisie le 16ème rang. La Chine, pour sa part, est passée numéro 1 au niveau de cet indicateur depuis 2016 portant ses dépenses à 2,13% en 2017 suivi par le Singapour et la Slovénie quoi qu'ils ont enregistré une légère baisse de ce taux (1,95% et 1,85% respectivement en 2017 contre 2,09% et 2,01% en 2016). L'Indonésie, le Pakistan et les Philippines occupent les dernières positions.

[22] « Recherche Scientifique : priorités, orientations futures et initiatives clés 2017-2020 » ; Direction Générale de la Recherche Scientifique ; MES août 2017.

- ***des exportations de haute technologie*** dont la part dans les exportations des biens a accusé une baisse pour atteindre 11,2% (contre 11,7% en 2016) attribuant, ainsi, à la Tunisie le 15ème rang (contre 13ème en 2016). A ce titre, faut-il nuancer que les pays asiatiques continuent à occuper les premières positions à l'instar des Philippines, du Singapour et de la Malaisie suivie par les PECO.
- ***des exportations de services en TIC*** qui représentent 9,2% seulement du total des exportations de services situant la Tunisie au 14ème rang alors que cette part en Inde dépasse les 42% en 2017.

Tableau 12: Principaux résultats liés au facteur « Innovation et économie de la connaissance »

Indicateurs	Tunisie			Maroc	Turquie	Premier		Dernier	
	Evolution	Valeur	rang			Pays	Valeur	Pays	Valeur
Dépenses en recherche et développement (% du PIB)	↑	**0,66**	16	nd(*)	0,96	Chine	2,13	Philippines	0,14
Chercheurs par million d'habitants	↓	**6**	7	3	3	Singapour	12	Philippines	0
Articles de journaux scientifiques et techniques par million d'hab. actifs	→	**1308**	11	345	1098	Singapour	3452	Philippines	36
Demandes de brevet, résidents par million d'habitants	↓	**15**	19	6	101	Chine	899	Pakistan	1
Demandes de brevet, non résidents par million d'habitants	↑	**33**	11	57	5	Singapour	1661	Pakistan	2
Exportations de biens en TIC (% du total des exportations de biens)	↑	**11,7**	11	3,1	2,0	Philippines	39,4	Argentine	0,3
Exportations de services en TIC (% du total des exportations de services)	↑	**9,2**	14	8,6	0,7	Inde	42,4	Mexique	0,3
Exportation de la Haute technologie (% du total des exportations de biens)	↓	**11,2**	15	5,5	3,5	Philippines	52,9	Chili	0,8
Personnel total de R&D par million d'habitants	↓	**6**	12	3	5	Slovénie	14	Indonésie	1

(*) non disponible

Conclusion

Convergence des différents classements

Au premier abord, le reclassement des pays[23] permet de constater qu'il n'y a pas un changement significatif dans le positionnement de la Tunisie par rapport à ses concurrents selon les différents rapports objet de comparaison à l'exception de l'indice de perception de la corruption publié par IT pour lequel la Tunisie se classe au 15ème rang.

Tableau 13: Classements redressés pour les cinq indicateurs synthétiques de compétitivité (HT, IT, WEF, DB et ITCEQ)

	HF	IT	WEF	DB	ITCEQ
Singapour	1	1	1	1	1
Rép. tchèque	9	8	4	7	2
Slovénie	20	4	7	9	3
Estonie	2	2	5	2	4
Malaisie	6	12	2	5	5
Pologne	7	5	8	6	6
Hongrie	12	13	15	13	7
Slovaquie	13	9	10	8	8
Chine	21	16	3	21	9
Lituanie	4	6	9	4	10
Lettonie	5	7	12	3	11
Thaïlande	11	21	11	12	12
Croatie	19	10	20	16	13
Bulgarie	10	14	16	15	14
Roumanie	8	11	17	10	15
Chili	3	3	6	14	16
Turquie	15	17	18	18	17
Mexique	16	28	13	11	18
Brésil	23	21	22	24	19
Philippines	14	24	21	25	20
Argentine	27	20	24	23	21
Maroc	18	17	23	17	22
Tunisie	**22**	**15**	**25**	**19**	**23**
Indonésie	17	21	14	22	24
Ukraine	28	27	26	20	25
Inde	25	17	19	26	26
Egypte	26	25	27	27	27
Pakistan	24	25	28	28	28

Sources : *HF, IT, WEF, DB et Compilations ITCEQ*

[23] Il s'agit d'un reclassement effectué par l'équipe de l'ITCEQ de la Tunisie et des pays concurrents retenus. En effet, chaque organisme a sa propre liste de pays sur la base de laquelle il effectue son étude. A titre d'exemple, HF calcule son indicateur sur 185 pays alors qu'IT retient 174 pays. Cette différence peut fausser le calcul du coefficient puisqu'il suppose disposer d'échantillons de même taille et couvrant les mêmes pays.

Plus précisément, le coefficient de corrélation de Kendall[24] est de 0,79 confirmant l'existence d'une forte concordance entre les différents classements élaborés par les cinq organismes.

Encadré : Coefficient de Kendall *(*)*

Le coefficient W de Kendall est calculé comme suit :

$$W = \frac{12\sum T_j^2}{k^2 N(N^2-1)} - \frac{3(N+1)}{N-1}$$

Avec *Tj : totaux des classements du pays j (j=1-N)*

N : nombre de pays à classer (N=28)

k : nombre d'organismes (k=5)

W prend une valeur entre 0 (lorsqu'il n'y a aucune relation entre les classements) et 1 (lorsqu'il y a une concordance parfaite entre les classements).

(*) Voir rapport « Bilan Compétitivité 2006 : En route vers Lisbonne » publié par l'observatoire de compétitivité de Luxembourg en septembre 2006

Cette forte corrélation prouve donc que les classements des pays ne divergent pas d'un rapport à l'autre même si les cinq organismes prétendent calculer des indicateurs synthétiques selon des approches différentes. De ce fait, les résultats élémentaires ne peuvent que fournir une base diversifiée de comparaison et permettre d'identifier les contraintes qui entravent la compétitivité et le climat des affaires en Tunisie.

Recueil des faiblesses et proposition de quelques recommandations

Au niveau global, les résultats dégagés laissent entrevoir une large marge de manœuvre dont dispose la Tunisie en vue de rattraper les économies les plus performantes et de remédier à certaines insuffisances qui sont de nature à entraver la compétitivité du pays. A cet égard, l'on se propose, dans ce qui suit, de présenter un tableau synoptique qui synthétise les principales faiblesses caractérisant l'économie tunisienne ainsi que certaines recommandations pour les contourner[25].

[24] Cf. encadré page 43

[25] Quelques recommandations sont inspirées du pacte pour la compétitivité économique et l'équité sociale ; octobre 2019

Tableau 14 : Principales faiblesses caractérisant l'économie tunisienne

Indicateurs / Facteurs	Rang	Propositions
Perte de parts de marché sur l'UE	27ème	- Renforcer la diplomatie économique à l'étranger notamment en Afrique - Améliorer les services logistiques et appuyer les structures d'accompagnement - Simplifier les procédures administratives et douanières notamment en termes de coût et de délai et ce, à travers la digitalisation; - Améliorer les services d'acconage et de manutention - Développer les produits à potentialités d'exportation non exploitées et se positionner sur des marchés porteurs
Manque de diversification des exportations par marché et par produit	27ème 22ème	
Lourdeur des procédures douanières	24ème	
Niveau élevé du déficit courant	28ème	
Baisse du taux d'épargne	28ème	- Réduire les barrières à l'exportation (manutention portuaire et procédures douanières) afin de tirer profit de la baisse du dinar - Dégager un espace budgétaire en agissant graduellement sur l'emploi dans l'administration en maintenant la règle de remplacement partiel des départs à la retraite - Diversifier les sources de financement de la sécurité sociale - Etudier l'utilité des programmes publics, y compris les projets d'infrastructures pour prioriser les dépenses publiques - Evaluer trimestriellement les remboursements extérieurs et maintenir des engagements adéquats avec les préteurs. - Mettre en place une large amnistie de change sans condition et accorder des privilèges pour les tunisiens résidents à l'étranger
Aggravation du déficit budgétaire	26ème	
Accroissement de l'inflation	23ème	
Régression des réserves en devises	22ème	
Accélération de la dette extérieure	19ème	
Système bancaire peu développé	27ème	- Consolider les ressources financières du système bancaire et ses capacités de gestion et d'analyse des risques - Moderniser le cadre réglementaire et renforcer le contrôle de l'application des règles prudentielles par la BCT - Mettre en place des plateformes de crédit scoring et d'agences de notation à travers l'APBT - Faire parrainer une région de l'intérieur par chaque banque - Relancer les rapports trimestriels de la politique monétaire assortis d'orientations prospectives sur les projections d'inflation afin de mieux ancrer les anticipations - Accélérer la mise en œuvre de la stratégie d'inclusion financière - Moderniser les structures et institutions régionales pour mieux exploiter les opportunités d'investissement et accompagner les investisseurs dans les régions - Autoriser les banques à apprécier les risques en reconsidérant le plafonnement des taux d'intérêt débiteurs - Adapter l'opération de restructuration à la banque assujettie (les banques à participation étrangère, les banques opérant dans le champ des PME, les banques publiques…) - Accélérer l'adoption et la publication des décrets d'application du Decashing afin de dématérialiser la monnaie et d'épuiser l'alimentation de l'économie informelle en liquidités. - Multiplier les gestionnaires de fonds de capital investissement privés tunisiens non bancaires à travers la CDC. - Introduire des réformes au secteur de la micro-finance à travers la supervision des Institutions de Micro- Finance (IMF) par la BCT, l'extension du périmètre des IMF à d'autres produits financiers (dont la micro assurance) et l'accord aux IMF d'une autorisation de collecte des dépôts.
Niveau structurellement élevé des prêts non productifs	27ème	

Marché financier peu dynamique[26]	21ème	- Ouvrir le secteur aux sociétés étrangères d'intermédiation - Développer de nouveaux produits et services financiers - Promouvoir l'introduction en bourse des entreprises en leur accordant plus d'avantages fiscaux
Récession de l'activité économique du pays	26ème	- Accélérer la mise en œuvre des projets d'infrastructure et le développement des zones industrielles/clusters - Orienter l'investissement vers des activités à haute valeur ajoutée et à fort contenu de savoir telles que les technologies de l'information, la santé et les services financiers - Rétablir le mécanisme du FOPRODI - Favoriser le partenariat public-privé dans certains domaines tels que le transport, la logistique, l'énergie et le secteur financier
Pression fiscale élevée	24ème	- Simplifier davantage le système fiscal et promouvoir la transparence, tout en renforçant le dispositif de contrôle fiscal - Rétablir l'équité et la justice fiscale en facilitant le recoupement des informations et en renforçant les contrôles fiscaux pour mieux lutter contre l'évasion et la fraude fiscale
Climat d'affaires peu favorable **Territoire peu attractif aux IDE**	22ème 16ème	- Consolider la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme - Activer la révision du code de change - Mettre en œuvre les dispositions de la Loi transversale pour l'économie par la réduction du nombre de procédures, du coût et du temps nécessaires pour la création d'une entreprise et par la réduction du coût et du temps nécessaires pour la réalisation d'une opération d'exportation et d'importation - Constituer des pôles urbains d'attractivité dans les régions intérieures qui présentent des bassins d'emplois significatifs et qui peuvent en faire des métropoles régionales attractives - réaliser les plateformes logistiques prévues par le Schéma National d'Aménagement du Territoire de 2007 et à les adosser dans les régions frontalières à des zones franches d'activités et de commerce - Améliorer la gestion des infrastructures portuaires en révisant drastiquement la gouvernance du port de Radès et en modernisant les trois pôles existants (Zarzis, Bizerte et Skhira) - Lancer de manière urgente les procédures de réalisation d'un projet de port en eaux profondes - Accélérer la mise en place de l'Open-sky - Préparer des plans de restructuration des entreprises publiques - Lancer le projet de corridors de transport routier et renforcer le réseau ferroviaire tunisien en l'étendant pour le relier aux frontières et aux régions intérieures et au Maghreb
Infrastructure technologique relativement modeste	22ème	- Réviser et instaurer un cadre réglementaire flexible du secteur des TIC - Généraliser l'utilisation des TIC dans tous les domaines et la rendre obligatoire pour certains services connexes à l'instar des paiements des taxes et des impôts - Promouvoir les investissements dans l'infrastructure à large bande - Améliorer le cadre réglementaire et législatif de la sécurité numérique - Assurer la connexion des zones industrielles aux réseaux fibres optiques et édification de nouvelles zones d'activités dédiées à l'off-shoring
Faible niveau du taux d'alphabétisation	24ème	- Rationaliser et assurer un contrôle financier continu des dépenses publiques en éducation pour en accroître le rendement et lutter contre la corruption

[26] Il s'agit d'un classement selon les indicateurs boursiers retenus.

Fléchissement du nombre des diplômés de l'enseignement supérieur **Part élevé des enfants qui ont quitté prématurément l'école**	22ème 20ème	- Développer davantage la culture des affaires et l'esprit d'initiative et d'entreprenariat ; - Accélérer la réforme du secteur de l'enseignement supérieur en misant sur la révision du programme universitaire et l'amélioration de la qualité de l'enseignement - Assurer la synergie entre l'université et les entreprises - Renforcer l'engagement et la responsabilisation managériale des établissements en matière de recherche et d'innovation conformément aux besoins du tissu productif à travers le PPP. - Assurer l'adéquation entre les besoins des entreprises et les systèmes d'éducation, d'apprentissage et de formation pour une meilleure employabilité
Capacité d'innovation encore faible	13ème	- Encourager l'intégration des entreprises étrangères et les PME tunisiennes pour aider celles-ci à progresser dans la chaîne de valeur grâce au transfert de connaissances, de savoir-faire et de technologies et ce, à travers l'activation des conventions de partenariat entre les 10 Pôles de compétitivité tunisiens et la trentaine de pôles européens. - Tirer davantage profit des possibilités offertes par les fonds de recherche européens et ce, par mise en place d'un réseau de points de contact internationaux en charge de thématiques diversifiées et d'un système de coaching professionnel pour faire bénéficier les chercheurs d'opportunités offertes par le programme H2020. - Consolider les dépenses en R&D et inciter les entreprises privées à y investir - Débloquer le budget alloué aux ressources du Fond National de l'Emploi pour permettre aux startups innovantes de se développer à travers l'activation des exonérations sociales et fiscales prévues dans le cadre du Start-up Act - Activer l'obtention d'accréditations selon les normes internationales pour les centres de recherche et les laboratoires dans tous les processus clés de gestion de la recherche scientifique et le développement de cadres éthiques et de normes d'activités de recherche scientifique - Favoriser la coordination et créer une synergie entre les différentes institutions (entreprises, centres de recherche, universités, technopoles…) pour améliorer l'employabilité et renforcer la capacité d'innovation.

Références Bibliographiques

- Chafik Ben Rouine « L'hémorragie des diplômés du supérieur », Datanalysis n°14, l'Observatoire tunisien de l'économie mars 2018
- Louai Chabbi : « La crise politique en Tunisie et l'effet Dunning-Kruger », Leaders, 26 juin 2018
- « Doing Business 2018 » ; Banque Mondiale
- « Etudes économiques de l'OCDE : Tunisie, évaluation économique » ; Mars 2018
- Khabbab HADHRI « E-commerce en Tunisie : une lecture du cadre légal et institutionnel du commerce électronique» ; mars 2018 - CEPEX
- Pacte pour la compétitivité économique et l'équité sociale ; octobre 2019
- « Rapport annuel 2017 » de la BCT ; juin 2018
- « Recherche Scientifique : priorités, orientations futures et initiatives clés 2017-2020 » ; Direction Générale de la Recherche Scientifique ; MES août 2017

Sources Statistiques

Agence Wallonne à l'Exportation et aux Investissements Etrangers, Bank Almaghrib, BCT, BVMT, Central Bank of Egypt, CHELEM, COFACE, DB (BM), Estonian bank, EUROSTAT, FOCUS ECONOMICS, Government Finance Statistics (FMI), Heritage Foundation, INS, Institut National des Statistiques de la Bulgarie, Institute For Economics and Peace, Latvia bank, Lithuania bank, MDICI, MF, Ministery of Finance of Croatia, MES, MTCEN, OCDE, Perspective Monde, PNUD, Slovania bank, Statistiques financières internationales (FMI), Transparency International, Trademap, the National bank of Slovakia, The Confrence Board Total Economy Database, Union Budget of India, UIT, UNCTAD, UNESCO, WDI, WEF, World Economic Outlouk (FMI).

Tél : (+216) 71 802 044
Fax : (+216) 71 787 034
E-mail : contact@itceq.tn
27, Rue du Liban
1002 - Tunis Belvédère
www.itceq.tn